

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1716 - 1^{er} juin 2001 - prix : 9F

**Le 9 juin et après, imposer
l'interdiction des licenciements!**

**Un changement social
s'impose dans la rue,
pas au Parlement**

2, 3 et 4 juin à Presles (Val-d'Oise)



**VIVE
LA FÊTE**



(pages I à IV)

SOMMAIRE

Leur société

- 4 - Pas assez nets pour jouer les « Monsieur Propre »
- Quand la vache folle réveille les sénateurs
- Une expulsion scandaleuse
- 5 - Le report du vote de la loi « de modernisation sociale »
- Solidarité avec le peuple palestinien
- 6 - Lancement du TGV Med
- Marks et Spencer
- 7 - La colère des enseignants de Seine-Saint-Denis
- Logement social inaccessible
- Autisme: absence de structures d'accueil

Tribune

- 6 - Le gouvernement veut « moderniser le social »

La fête

I, II, III, IV Le programme

Dans les entreprises

- 8 - Thomson - Rennes
- Avenance - Amiens
- Foyer sociaux éducatifs « Acces » - Tours
- 9 - Bata - Moussey (Moselle)
- Aubelin - Devanlay, Aube

Politique

10/11 Une lettre de Lutte Ouvrière à la LCR

Dans le monde

- 11 - Algérie: la révolte continue
- 12 - Grande-Bretagne: le mécontentement de l'électorat populaire
- Argentine: travailleurs en révolte

2, 3 et 4 juin POUR VENIR À LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

De nombreux départs collectifs sont organisés depuis différentes villes, en car ou en train, Voici les rendez-vous communiqués par nos camarades locaux:

CHAMPAGNE

- REIMS: samedi, 8h, parking Clairmarais, derrière la gare SNCF

NORD

- DUNKERQUE: samedi, 7h45, place Jean-Bart; dimanche, 5h45, place Jean-Bart
- LILLE: samedi, 6h et 9h, métro Porte-d'Arras; dimanche, 7h, métro Porte-d'Arras

AUVERGNE

- CLERMONT-FERRAND: samedi 7h, gare routière

PAYS DE LOIRE

- ANGERS: samedi 7h, place de La Rochefoucault
- NANTES: samedi 7h, parking Haluchère
- SAINT-NAZAIRE: samedi 6h, parking de la gare SNCF
- LE MANS: samedi 8h, « Jets-d'Eau » place des Jacobins

POITOU-CHARENTE

- POITIERS: samedi 6h, aux Arènes
- CHATELLERAULT: samedi 6h30, devant la mairie

CENTRE

- TOURS: samedi, 7h45, gare routière
- LIMOGES: samedi, 5h, parking en haut du Champ-de-Juillet
- VIERZON: samedi, 7h15, parking du stade R-Barran
- BOURGES: samedi, 6h, parking du centre nautique
- ORLEANS: samedi, 8h,

parking du centre commercial Emile-Zola, rue Emile-Zola

- NEVERS: samedi, 6h, parking de la Maison de l'Agriculture
- CHATEAUROUX: samedi, 6h30, parking de l'Escale
- MONTARGIS: samedi, 7h30, place du Pâtis, devant La Poste

BRETAGNE

- RENNES: samedi, 7h30, parking piscine Bréquigny
- BREST: samedi, 4h, parking de la gare SNCF
- SAINT-BRIEUC: samedi, 6h, place de la Liberté
- LORIENT: samedi, 5h30, Cité Allende

RHÔNE-ALPES

- LYON: samedi, 5h30, angle bd Ambroise-Paré et rue Laënnec, Lyon 8° (M° Laënnec).

BOURGOGNE

- DIJON: samedi, gare de Dijon, TGV de 9h48

EST

- BESANCON: samedi 7h, parking place Battant
- BELFORT: départ en train, samedi à 6h58
- MULHOUSE: départ en train, samedi à 6h26
- METZ: départ en train, samedi à 8h46, (Réservations: 03 87 32 84 61)
- NANCY: départ en train, samedi à 9h10, (Réservations: 03 83 28 49 75)
- STRASBOURG: départ en train, samedi à 7h55

... et pour venir de PARIS

les navettes d'autocars gratuits, le train ou la voiture: voir page IV, notre encart central.

Lutte de classe n° 58 (mai-juin 2001) est parue

Au sommaire

- France
Interdiction des licenciements sous peine de réquisition!
- Grande-Bretagne
La valse-hésitation du capital britannique face à l'Euro
- Turquie
De la crise financière à la crise économique et sociale
- Ukraine
La « petite Russie » sur les pas de la « Grande »?
- Antilles
La loi d'orientation pour l'Outre-Mer du gouvernement Jospin, un statut sur mesure pour le patronat des DOM
- Tribune de la minorité
Après Danone et Marks & Spencer, 40000 travailleurs licenciés en France: les patrons nous cherchent, il faut qu'ils nous trouvent!

- Prix: 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Notre dernière brochure:

N°90: L'agriculture, l'agro-alimentaire et l'alimentation entre les mains du grand capital.

(Exposé du Cercle Léon Trotsky du 27 avril 2001)

Prix: 10 F - Envoi contre 12 F en timbres par brochure.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue on tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail: journal@lutte-ouvriere.org

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 14 200 exemplaires. Composition: [ET Associés]. Impression: Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM:
 PRÉNOM:
 ADRESSE:
 CODE POSTAL et VILLE:
 COMPLÉMENT D'ADRESSE:
 Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de:
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de:
 Règlement:
 - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
 - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins
d'entreprise du 28 mai 2001

UN CHANGEMENT SOCIAL, CE N'EST PAS AU PARLEMENT, MAIS DANS LA RUE QU'IL S'IMPOSE

Le vote du projet de loi pompeusement baptisée «loi de modernisation sociale» a finalement été repoussé de quinze jours par Jospin. Cela donne un sursis au PCF, qui avait annoncé son intention de voter contre, mais cela ne changera certainement rien à la substance de cette loi.

Ce texte prétend être une réponse du gouvernement aux suppressions d'emplois annoncées par des entreprises qui affichent, pour la plupart, des bénéfices en hausse. Mais tout le monde sait déjà que ce n'est que poudre aux yeux. Le gouvernement se refuse à interdire les licenciements collectifs, y compris dans des entreprises qui sont largement bénéficiaires. Il ne se propose même pas de rendre ces licenciements plus chers pour les entreprises qui y recourent. Tout ce qu'il propose, c'est d'augmenter le montant des indemnités minima, bien inférieures à ce qui se pratique déjà dans les grandes entreprises. C'est-à-dire qu'en fait celles-ci pourront licencier comme elles le veulent, quand elles le veulent, comme par le passé.

Les patrons ont beau engranger toujours plus de bénéfices, ils n'en ont jamais assez. On a pu voir dimanche 27 mai, à la télévision, le PDG de Vivendi, Jean-Marie Messier, justifier des salaires de 5 000 F par mois en prétextant qu'avec les charges sociales, cela coûtait 8 000 F aux entreprises. Et en ajoutant que si le gouvernement supprimait ces charges sociales, les entre-

prises pourraient faire mieux (sans même dire qu'elles augmenteraient leur personnel). Mais ces «charges sociales», c'est l'argent qui finance la Sécurité sociale, les retraites. C'est cet argent que les patrons voudraient récupérer. Et le gouvernement va justement dans le même sens, lui qui veut précisément faire financer par la Sécurité sociale les subventions qu'il donne au patronat pour supporter les 35 heures.

Le gouvernement continue la politique des faux-semblants. Mais en fait il continue de considérer qu'il n'y peut rien, comme au moment de l'annonce des suppressions d'emplois chez Michelin, il y a quelque temps. Et s'il n'y peut rien, c'est parce qu'il est au service du grand patronat. C'est qu'il ne veut pas s'en prendre aux profits capitalistes.

Mais il désire tout de même recueillir les voix des travailleurs aux élections de 2002. Et pour désarmer la critique, il ose présenter ceux qui contestent sa politique comme des gens qui feraient le jeu de la droite. Prenez-moi comme je suis, dit en substance Jospin aux travailleurs, sinon la droite va revenir au pouvoir, et ce sera encore bien pire pour vous. Comme si, pour les pigeons que nous sommes à ses yeux, il y avait une telle différence entre être mangés rôtis ou en sauce.

Si lors des consultations électorales à venir les travailleurs se détournent du parti du Premier ministre, il n'aura à s'en prendre qu'à lui-même. Mais le monde du travail ne doit pas seulement mon-

trer son rejet de la politique gouvernementale aux prochaines élections. Il doit dès à présent, dans les entreprises, dans la rue, exiger une autre politique, exiger que le gouvernement interdise tous les licenciements collectifs, en particulier dans les entreprises qui font des bénéfices, sous peine de réquisition.

C'est la raison pour laquelle Lutte Ouvrière appelle tous les travailleurs à manifester le 9 juin. Ce jour-là, à l'appel des organisations syndicales des entreprises touchées par cette vague de licenciements (comme Danone, Marks et Spencer ou Air Liberté), et d'organisations politiques, dont le Parti Communiste et Lutte Ouvrière, il faut qu'il y ait le plus de manifestants possible pour réclamer un changement de politique, pour manifester contre une politique non de «modernisation», mais de régression sociale.

Bien sûr, même si elle est réussie, cette manifestation ne suffira pas à faire reculer le gouvernement et le patronat. Mais ce sera une réponse qui redonnera confiance aux hésitants et aux résignés et ce sera une étape dans la préparation de la contre-offensive de la classe ouvrière qui s'impose, face aux attaques incessantes dont elle est l'objet.

Jospin a peur pour son élection. Mais il nous faut aussi faire peur pour leur place à tous les dirigeants, de droite comme de gauche. Et, au-dessus d'eux, il faut que le patronat ait peur pour ses profits.

Arlette LAGUILLER

À gauche comme à droite

PAS ASSEZ NETS POUR JOUER LES « MONSIEUR PROPRE » !

La question de l'immunité du président de la République agite le monde politique. Le député socialiste Arnaud Montebourg, qui a joué les francs-tireurs en tentant de réunir les 58 signatures de députés nécessaires pour que la mise en accusation de Chirac devant la Haute Cour de justice puisse être discutée par l'Assemblée, a été désapprouvé par Jospin et le groupe socialiste. Celui-ci va présenter un projet de loi pour faire contre-feu aux initiatives de Montebourg, projet qui permettrait de traduire en justice le chef de l'Etat pour des actes antérieurs à son mandat.

D'un côté, celui de Montebourg et de ceux qui se sont joints à lui, on invoque le souci d'introduire un peu plus de morale dans la vie politique. De l'autre, celui de ceux qui, à droite ou à gauche, sont agacés par l'initiative de Montebourg, on se récrie au nom de la protection nécessaire de la fonction présiden-

tielle. Mais des deux côtés, les comédiens qui nous jouent la farce savent fort bien que les dés sont pipés, puisque le projet de Montebourg ne peut aboutir et que celui du groupe socialiste ne s'appliquera pas à Chirac.

C'est peu dire que les responsables politiques avancent à pas prudents, partagés qu'ils sont entre le désir d'embarasser leurs adversaires et la crainte des retours de bâton. La gauche comme la droite traînent derrière elles tellement de casseroles ! Si Chirac est ainsi accusé d'être personnellement mêlé à une distribution de pots-de-vin au RPR du temps où il était maire de Paris, l'ancien ministre socialiste des Finances, Dominique Strauss-Kahn, avait « égaré » la cassette vidéo dans laquelle ce trafic était dénoncé. Dans nombre de scandales financiers, on retrouve fraternellement mêlés des politiciens de tout bord : un fils de Mitterrand et

Charles Pasqua, par exemple. Ces affaires illustrent les relations étroites entre le monde politique et le monde des affaires.

En fait, pour mettre fin à cette corruption institutionnalisée, il faudrait que s'exerce le contrôle de la population et que celle-ci ait la possibilité de révoquer les hommes politiques qui prétendent parler en son nom. Vis-à-vis d'élus qui pratiquent les détournements de fonds publics, ce serait la moindre des choses.

Mais en plus de ces escroqueries que la loi réprime, il y en a une autre, courante et générale : l'escroquerie qui consiste à faire des promesses avant d'être élu pour faire le contraire une fois qu'on l'est. Cette immoralité, cette tromperie, la justice ne la sanctionne pas.

Les électeurs, eux, devraient le pouvoir, en révoquant ceux qui les ont trompés.

Daniel MESCLA

UNE EXPULSION SCANDALEUSE...

et combien d'autres qui le sont tout autant

Une Algérienne a été expulsée vers son pays à trois jours de son mariage avec un Français. Son délit : être arrivée en avril 1999 avec un visa de touriste en France, et y être restée. C'est, disent les autorités, grâce à la publication des bans qu'elles ont retrouvé sa trace. D'où l'arrêt de reconduite en Algérie pris par le préfet, interpellation, garde à vue suivie d'une rétention administrative et finalement expulsion.

Ces faits sont scandaleux et, à juste titre, ont scandalisé les grands médias, qui en ont fait état. Ils illustrent une situation qui est celle de milliers de femmes et d'hommes. Les étrangers (excepté bien sûr des riches capitalistes et quelques anciens dictateurs) sont considérés comme des fraudeurs en puissance, auxquels s'appliquent des règles spéciales : la police et l'administration peuvent disposer d'eux. Les discours sur la présomption d'innocence ne s'appliquent pas, dans ce cas-là.

Dans les mesures ignominieuses, qui autorisent la chasse aux étrangers, plus particulièrement à ceux qui fuient la misère ou les exactions de leur gouvernement, ou même les affrontements entre cliques, il serait vain de savoir ce qui appartient à tel ou tel ministre. Ainsi, l'actuel Premier flic de France, Vaillant, continue la politique de Chevènement dont la loi de 1998 s'est inscrite dans la continuité des lois Pasqua de 1986 et 1993. Elle visait même à renforcer l'efficacité de la reconduite à la frontière des sans-papiers. La loi Chevènement prétendait alléger les contrôles sur les mariages entre Français et étrangers. On voit ce qu'il en est.

Si aujourd'hui les expulsions se réalisent généralement de façon plus discrète qu'à l'époque où les gouvernements se vantaient des charters, l'expulsion de cette jeune femme algérienne rappelle que la police et les préfets font respecter sans pitié la loi, avec la bénédiction du gouvernement.

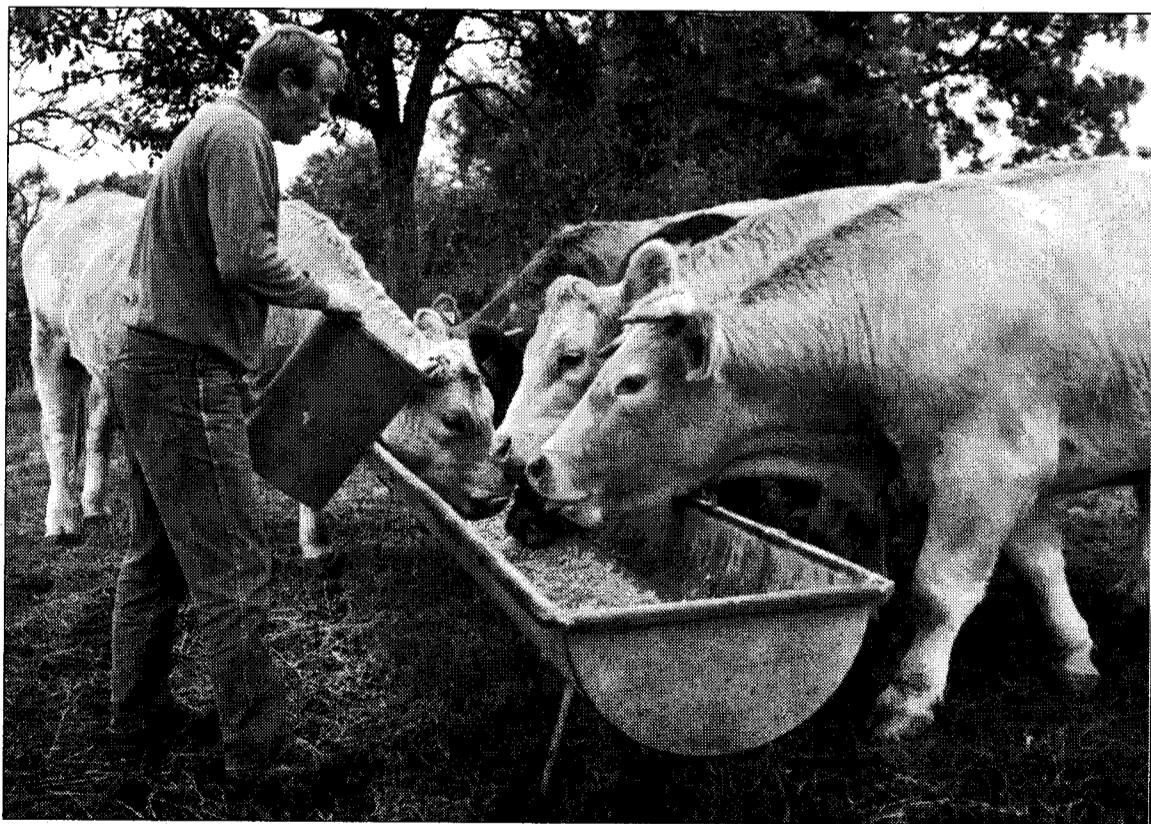
Jean SANDAY

Quand la vache folle réveille les sénateurs

« Sur les conditions d'utilisation des farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage et les conséquences qui en résultent pour la santé des consommateurs », en clair les risques de contamination du bétail par l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine) transmissible à l'homme chez qui elle provoque une variante de la maladie de Creutzfeldt-Jacob, les ministères français de l'Agriculture qui se sont succédé depuis 1994 dans les gouvernements de droite (Juppé et Balladur) puis de gauche (Jospin) ont « cherché constamment à empêcher ou à retarder l'édiction de mesures de précaution qui se sont avérées ensuite être des mesures de sécurité sanitaire ». Qui parle ainsi sans sembler mâcher ses mots ? Une commission d'enquête du Sénat !

Elle met en évidence que, dès 1994, on savait qu'un sérieux danger de transmission de l'ESB à l'homme existait. Il a pourtant fallu attendre deux ans pour que des mesures imposant, sur le papier, le retrait de l'utilisation de carcasses animales dans la composition des farines alimentaires destinées au bétail soient envisagées.

Deux ans plus tard, en 1998, la direction de la répression des fraudes signalait encore que, sur 64 prélèvements d'aliments destinés aux bovins qu'elle avait fait effectuer seulement huit pouvaient être considérés comme conformes aux normes de sécurité et d'hygiène alimentaires animales. C'est-à-dire, celles dans la composition desquelles l'absence de farines d'origine animale a pu être constatée.



La plus élémentaire prudence aurait dû d'ailleurs mener dès la mise en évidence des risques, au début des années 90, à l'interdiction totale de ces farines pour l'alimentation du bétail. Non seulement ce ne fut pas le cas, mais ce n'est qu'au mois de novembre 2000 que cette mesure fut prise.

C'est la réaction des consommateurs, la chute brutale des

ventes, qui contraignit le gouvernement à prendre cette mesure pour essayer de faire revenir la confiance et sauver les intérêts de qu'on appelle « la filière bovine », qui va de l'éleveur aux industriels de l'agro-alimentaire, en passant par les maquignons et leurs semblables.

Certes, ce rapport du Sénat, en pleine précampagne présidentielle, est un des multiples

avatars de la petite guerre politique entre un gouvernement de gauche et un Sénat à majorité de droite. Surtout que les « sages » du Luxembourg sont restés sourds à ce scandale bien des années. Mais si cela permet de dire et rappeler encore l'attitude et les motivations des gouvernants, ce n'est jamais trop tard.

Alain VALLER

Le report du vote de la loi « de modernisation sociale »

UN GESTE DE JOSPIN... ET UNE POLITIQUE DE FAUX-SEMBLANTS

Jospin a fait un geste en direction du PCF, mardi 29 mai, en annonçant le report du vote de la loi dite « de modernisation sociale » qui devait avoir lieu ce jour-là. Robert Hue avait annoncé la veille que, « en l'état », le PCF ne pourrait que voter contre le texte, parlant de « situation gravissime ».

Après une semaine au cours de laquelle la ministre dite de l'Emploi et de la Solidarité, Elisabeth Guigou, avait refusé tous les amendements proposés, que ce soit par le PCF, par les Verts, par le MDC ou même par des députés socialistes, les députés communistes étaient une fois de plus placés devant l'obligation de s'aligner derrière le projet présenté par les socialistes.

C'est d'ailleurs ce que Jospin voulait confirmer. En disant qu'il n'entendait faire aucune concession aux exigences du PCF, et aux demandes respectueuses émanant des rangs socialistes, il voulait réaffirmer sa suprématie au sein du gouvernement, afin de montrer au patronat, et en même temps à l'électorat du centre et de la droite, qu'il restait lui aussi « droit dans ses bottes » face aux revendications populaires.

Après les affaires LU-Danone, AOM, Marks & Spencer, après une vague scandaleuse de fermetures d'usines et de licenciements annoncés par de grandes entreprises aux profits énormes, Jospin et sa ministre ont continué d'affirmer qu'il fallait laisser la liberté d'agir aux patrons, voire faire confiance aux chefs d'entreprise pour qu'ils assument « leurs responsabilités sociales », ce qui sonne comme une mauvaise plaisanterie. Tout au plus la fameuse loi, votée en première lecture il y a quelques mois y compris par le PCF, a-t-elle été complétée in extremis par des dispositions qui ne changent rien d'essentiel, visant par exemple à doubler l'indemnité due en

cas de licenciement et parlant d'obligations, pour les entreprises, de contribuer à la « réindustrialisation » des sites fermés. Autant dire qu'une fois de plus, le gouvernement socialiste se contente de phrases et de faux-semblants laissant toute liberté au grand patronat de faire ce qu'il veut.

Alors bien sûr, après l'émotion suscitée par l'affaire LU-Danone et alors que le PCF a pu mesurer récemment l'ampleur du mécontentement de l'électorat populaire, et en particulier du sien, à l'égard de ce gouvernement dont il fait partie, il était difficile aux députés communistes de se comporter, une fois de plus, en simples députés godillots du gouvernement.

Mais qu'est-ce que change le report de quinze jours du vote de la loi? Rien, sinon encore un faux-semblant, un geste par lequel le gouvernement fait mine de tenir compte des objections d'un des alliés de sa majorité. Car Jospin et Guigou l'ont dit et répété, il n'est pas question pour eux d'interdire les licenciements, et même pas de retenir le timide amendement proposé par le PCF consistant à donner à la justice des pouvoirs pour suspendre l'exécution d'un plan social « en vue de faire prendre en compte l'avis et les propositions d'un comité d'entreprise ».

Mais pendant quinze jours encore, les dirigeants du PCF vont pouvoir prétendre qu'ils « pèsent » sur les décisions du gouvernement, qu'ils participent vraiment à leur élaboration, qu'ils tentent de les infléchir. Elisabeth Guigou parle maintenant de discuter de « l'extension de la démocratie sociale dans l'entreprise ». Là encore cela sonne comme une mauvaise plaisanterie car quelle est cette « démocratie sociale » qui n'est autre que les pleins pouvoirs des patrons et des actionnaires? Lorsque le gouvernement veut agir, il sait comment faire. Mais là justement il ne veut pas agir, il veut tout au plus bavarder.



La manifestation du 21 avril à Calais. C'est dans la rue que les travailleurs doivent imposer l'interdiction des licenciements.

On bavardera donc quinze jours de plus sur la « modernisation sociale », puis on repartira peut-être pour un nouveau cycle de bavardages autour de l'« extension de la démocratie sociale ». Mais pendant ce temps les patrons continueront de mener leurs attaques, d'aller de plan de licenciements en plan de licenciements.

Cela suffit à Hue, sinon pour crier victoire, du moins pour prétendre qu'il a obligé Jospin à reculer. Mais ce n'est pas de ces faux-semblants qu'ont besoin aujourd'hui les travailleurs, ni tous ceux qui, parmi les militants et les électeurs du PCF eux-mêmes, voudraient agir réellement contre l'attitude scandaleuse du patronat. C'est d'une claire politique de lutte, d'un plan de mobilisation pour changer le rapport de forces, pour imposer au patronat les exigences vitales de la classe ouvrière aujourd'hui, dont l'interdiction immédiate des licenciements, sous peine de réquisition, dans les entreprises qui font des profits.

Cette politique-là ne se joue pas au gouvernement ni au Parlement, mais dans les entreprises et dans la rue. La direction du PCF choisit de

continuer à l'ignorer. Mais il est à souhaiter que ses militants soient de plus en plus nombreux à s'en convaincre, notamment à travers des

manifestations comme celle du 9 juin.

André FRYS

Manifestation le 5 juin Solidarité avec le peuple palestinien

Au Proche-Orient, chaque jour continue d'apporter son lot de morts. Alors que les dirigeants américains se préoccupent tout au plus de cacher leur solidarité avec les dirigeants d'Israël derrière quelques faux-semblants diplomatiques, c'est toujours la même politique qui prévaut sur le terrain. L'armée israélienne intervient sur le territoire de l'Autorité palestinienne, rase des maisons, bombarde depuis ses hélicoptères ou ses avions de combat, bloque les points de passage avec les Territoires occupés, condamnant leur population à la misère et au chômage.

Comment s'étonner que de la population palestinienne surgissent des combattants, y compris des

kamikazes, prêts à sauter avec leurs bombes ou leurs camions piégés? Et combien de temps encore les dirigeants israéliens pourront-ils continuer à faire croire à leur population que c'est avec cette politique de force, cette négation totale des droits de ses voisins qu'elle pourra trouver le moyen de vivre en paix?

Contre cette politique, contre la complicité de fait des dirigeants américains, mais aussi européens, avec le gouvernement israélien de Sharon, pour affirmer sa solidarité avec le peuple palestinien en lutte pour ses droits légitimes, Lutte Ouvrière appelle à participer à la manifestation qui aura lieu à Paris, à l'appel de diverses organisations:

Mardi 5 juin à 18h30 au départ de la place Denfert-Rochereau

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

LE GOUVERNEMENT VEUT « MODERNISER LE SOCIAL » ?! C'EST DANS LES ENTREPRISES ET DANS LA RUE QU'ON INTERDIRA LES LICENCIEMENTS !

Le gouvernement a finalement reculé au 13 juin la discussion, mais pas renoncé à la loi dite de « modernisation sociale ». C'est-à-dire, traduit de la langue gauche plurielle, un ensemble de mesures laissant intact le droit divin des patrons dans la législation du travail, tout en cherchant à donner l'impression de se « préoccuper » du sort des travailleurs. Rien de très nouveau – d'ailleurs la première version avait été votée des deux mains, en janvier dernier, par toutes les composantes du gouvernement. Mais voilà : depuis janvier, il y a eu l'offensive massive du patronat sur les emplois, la vague des plans de licenciements des Danone, Marks & Spencer et tous les autres, près de 40 000 en France. La loi de « modernisation sociale » est donc devenue dans les faits la réponse du gouvernement à cette attaque en règle contre le monde du travail.

Le Parti socialiste, bien sûr, a réagi avec son sens habituel des responsabilités... à l'égard des patrons : le projet de loi proposé en seconde lecture est essentiellement le même que celui de janvier. L'indemnité légale de licenciement a été doublée ? Mais elle reste tellement dérisoire (un cinquième de mois de salaire par année d'ancienneté) que des conventions collectives assurent mieux, depuis longtemps, et que Danone peut se vanter d'être prêt à lâcher 5 fois plus pour jeter ses travailleurs à la rue. Les comités d'entreprise seront consultés sur les plans sociaux et pas seulement informés ? On imagine déjà les patrons trembler ! La « jurisprudence Samaritaine » (le grand magasin avait été contraint par la justice à annuler un licenciement) intégrée à la loi ? Comme son nom l'indique, elle faisait déjà jurisprudence ! Finalement, l'esprit comme le fond de la loi sont bien résumés par cette dernière mesure : « les plans sociaux » seront rebaptisés « plans de sauvegarde de l'emploi »...

Inquiets des réactions des travailleurs devant ces provocations, les députés des autres composantes de la gauche plurielle, le Parti communiste surtout, ont donné de la voix. Le PC a déposé des amendements, il a discuté des points de détails de formulation de la loi, et multiplié les rendez-vous personnels avec Guigou. Elle n'en a pas été très émue : après que tous les amendements aient été rejetés, la ministre de

l'emploi a conclu : « On s'est tout dit. Maintenant, il va falloir quand même voter ». Robert Hue s'en est indigné : « J'ai vraiment le sentiment que du côté du gouvernement, il y a une surdité qui, de façon gravissime, devient chronique ». Le PCF veut-il obliger le gouvernement à « entendre » ? Chiche ! Mais tout le monde sait que le volume sonore des bavardages parlementaires n'y suffira pas.

Pour mettre un coup d'arrêt à la dictature des patrons, qui n'hésitent pas à ruiner des vies et des régions entières pour donner un peu plus de vigueur encore à leurs courbes de profits, il faut interdire les licenciements. Or Guigou l'a dit et répété, pour le gouvernement il n'en est pas question (et même pas de revenir à la misérable autorisation administrative de licencier). Alors, tous les amendements imaginables à la « loi de modernisation sociale » ne serviront à rien. La seule perspective sérieuse, c'est d'inverser le rapport de forces dans les entreprises et dans la rue ; la seule pression à laquelle ce gouvernement, comme les autres, pourra être sensible, c'est celle des travailleurs.

Depuis les annonces des premiers plans de licenciements, il y a bientôt deux mois, il y a eu plusieurs ripostes de la part des organisations ouvrières : à Calais sur l'initiative du Parti Communiste, à Londres autour des Marks & Spencer le 17 mai, la manifestation des Moulinex à Alençon le 19, celles de la CGT le 22. Des syndicats de LU-Danone, Marks & Spencer, AOM-Air Liberté ont proposé une grande manifestation unitaire à Paris le 9 juin. Un certain nombre de syndicats, dont certaines fédérations ou unions locales, départementales ou régionales, de la CGT, de la CFDT, de FO se sont associés à cet appel, mais aussi la FSU, SUD, le Groupe des dix, (la confédération CGT n'ayant jusqu'ici décidé que d'envoyer une délégation). Plusieurs partis politiques appellent également, PCF, LO, LCR, les Verts... Des associations, AC!, Attac.

Il reste une semaine pour convaincre le maximum de travailleurs, de militants et organiser la montée à Paris. Il faut faire de cette journée le point de convergence des luttes, un nouveau départ de la mobilisation.

Benoît MARCHAND

Convergences Révolutionnaires n° 15 (mai-juin 2001)

Un dossier sur les services publics ; des articles sur l'appel à la mobilisation contre les licenciements (LU, Marks & Spencer, AOM), le bluff patronal sur « la pénurie de main d'œuvre », la réforme de la SNCF.

Pour se procurer ce numéro, 10 F. écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction.

Abonnement : un an 60 F, de soutien 100 F.

Leur société

Lancement du TGV Med : UN TRAIN PEUT EN CACHER UN AUTRE

A grand renfort de publicité, le président de la SNCF, Gallois, a inauguré le trajet Calais-Marseille, parcouru en moins de 3 heures et demie par le TGV, sur le tronçon de la nouvelle ligne du TGV Med, qui sera ouverte au public le 10 juin prochain. Même si ce parcours de plus de mille kilomètres à une vitesse de plus de 306 kilomètres/heure a été réalisé dans des conditions expérimentales, cette performance technique donne une idée des possibilités offertes par le rail. Mais la majorité des usagers, tout comme les cheminots, sont bien loin de bénéficier du même niveau de progrès.

A côté de quelques lignes TGV grandes lignes, prestigieuses et rentables, les usagers des trains de banlieue et des lignes secondaires sont beaucoup moins bien traités. Les trains en panne, en retard, supprimés (20 % des trains de banlieue au cours de l'année 2000 !) sont de plus en plus nombreux. Les locomotives, de quarante ans et plus, qui circulent encore et même, parfois, doivent reprendre du service parce que la SNCF fait des économies, ne sont pas rares. La régionalisation des réseaux secondaires s'est traduite par le retrait des financements de l'Etat et la dégradation du service

public. Et cela au point que, par manque de matériel fiable, on procède au remplacement de certains trains régionaux par des autocars, quand les lignes – économiquement non rentables – ne sont pas purement et simplement fermées.

Non seulement le matériel vieillit sans être remplacé, mais les effectifs cheminots, à peu près complètement bloqués, ne permettent pas de faire face à la charge de travail croissante. Selon la direction elle-même, le trafic voyageurs a augmenté de 19 % en quatre ans et celui du transport de marchandises de 16 %. Pour Gallois, les solutions sont simples. Parmi elles figurent le refus de congés dus aux cheminots, les horaires décalés, le travail du week-end, les heures supplémentaires, le travail en 3x8... Bref tous les moyens sont bons pour faire pression sur les cheminots présents afin qu'ils effectuent le travail de tous ceux qu'il aurait fallu remplacer ou embaucher pour répondre aux nécessités. Car les embauches au titre des 35 heures sont restées insignifiantes : 1 500 par an sur trois ans (en sus des départs en retraite prévisibles), dont 750 de cadres !

Derrière la vitrine de prestige du TGV Med, la réalité quotidienne reste donc la dégradation des conditions de travail pour tous les cheminots et, pour les millions d'usagers non privilégiés, les rames bondées, avec des retards à répétition sur des lignes mal entretenues faute de personnel.

Marks & Spencer 2 000 F PAR SALARIÉ LICENCIÉ... POUR LE PDG !

Le culot et le cynisme de ces gens n'ont pas de bornes. Le PDG de Marks & Spencer, Luc Vandeveld, a déclaré, samedi 26 mai, au quotidien britannique *Guardian* : « J'aurais dû être plus circospect et peut-être bien demander plus d'argent ».

Ce monsieur, qui avait auparavant dirigé Kraft Jacobs Suchard international, puis le géant français de la distribution Promodès, a été recruté par Marks & Spencer voici un an. Et il ne s'estime pas assez payé pour les services qu'il rend aux actionnaires. Selon la presse, il ne gagnerait « que » l'équivalent de trois millions de francs par an. À quoi vient de s'ajouter (cela triple presque son salaire) une prime repré-

sentant 8,5 millions de francs.

Cette prime exprime la satisfaction des actionnaires de ce nouveau PDG qui « fait le ménage » en voulant supprimer 4 000 emplois dans les magasins européens du groupe. Le calcul est vite fait : 8,5 millions, cela fait plus de 2 000 francs par emploi supprimé.

Mais le licencieur a aussi fait ses comptes et en aurait voulu plus. Il est en effet bien placé pour savoir que Marks & Spencer n'est pas à plaindre. La presse anglaise chiffre ses bénéfices à 460 millions de livres, soit plus de 5 milliards de francs. Et, dès l'annonce de ces 4 000 suppressions d'emplois, le cours de l'action Marks & Spencer s'est envolé à la Bourse de Londres.

2, 3 et 4 juin

Vive
la

F

Ê

T

E

DE LUTTE
OUVRIÈRE

à Presles (Val-d'Oise)

Bienvenue à la fête de Lutte Ouvrière, à tous ceux qui viennent pour la première fois comme à tous ceux pour lesquels elle représente un rendez-vous désormais traditionnel de fraternité et de détente ! Notre fête sera cette année encore un grand rassemblement populaire, placé sous le signe du communisme et de l'internationalisme. A l'heure où le gouvernement aggrave la politique antiouvrière que ses prédécesseurs de droite ont menée avant lui ; à l'heure où les patrons multiplient les plans sociaux et les licenciements pour satisfaire la soif de profit de leurs actionnaires, notre fête se veut le rassemblement de tous ceux qui refu-

Trois jours de fête

La fête commence le samedi 2 juin à 12 heures et dure jusqu'à 23 heures. Le dimanche 3 juin, elle ouvre à 8 heures du matin et se prolonge dans la nuit du dimanche au lundi par un bal. Elle reprend le lundi à 8 heures pour se terminer à 20 heures.

CARTE D'ENTRÉE

La carte d'entrée coûte 75 F sur place pour les trois jours et 50 F pour le lundi. Mais si vous l'achetez à l'avance auprès de nos militants, ou en écrivant à l'adresse de notre journal, vous la paierez 50 F seulement pour les trois jours.

L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

sent cette politique et luttent pour inverser le rapport de force entre les patrons et les travailleurs. Notre fête est aussi l'occasion de rencontrer des hommes et des femmes qui ne défendent pas seulement des objectifs immédiats, mais aussi une certaine idée du communisme, seule perspective d'avenir digne de ce nom pour l'humanité. Un avenir débarrassé du capitalisme, des catastrophes économiques et sociales comme des injustices qu'il engendre. Mais notre fête, c'est aussi, bien sûr, un grand moment de détente. Au

ALLOCUTIONS D'ARLETTE LAGUILLER

Samedi vers 17 heures, dimanche et lundi vers 15 heures, sur la grande scène.



fil des allées, vous pourrez vous y distraire, en profitant de l'ambiance chaleureuse de camaraderie et de liberté qui règne durant ces trois jours. En attendant, place au spectacle, place aux jeux, place à la gastronomie ; place à la fête !

Ils seront parmi nous

AU GRAND PODIUM

Samedi 2 juin	Dimanche 3 juin	Lundi 4 juin
16h00 RICKY NORTON Rock'n roll swing	14h00 A YIDDISHN TAM Chants yiddish et musique klezmer	14h00 LES WRIGGLES Humour musical
à 17 heures : allocution d'Arlette Laguiller	à 15 heures : allocution d'Arlette Laguiller	à 15 heures : allocution d'Arlette Laguiller
17h30 LES OGRES DE BARBACK Chanson française par quatre frères et sœurs inspirés par le rock et la musique tzigane	15h30 JULIETTE GRECO Chanson française 18h30 ARCHIE SHEPP QUARTET Archie SHEPP, Tom McCLUNG, Wayne DOCKERY, Steve McCRAVEN Jazz	16h00 GEOFFREY ORYEMA Rock africain World music
21h00 KENT Chansons	21h30 ANNE ROUMANOFF Dans « A la Roumanoff » spectacle d'humour	18h30 devant le Grand Podium LA FANFARE DES BOUDUS

AU THÉÂTRE DE VERDURE

13h30 THE LITTLE BIG BAND Blues Southern rock	13h30 OYE EL GRITO Salsa	12h00 SABAYO Chansons sociales
16h00 ANNE-MARIE DELES Chanson française Auteur-compositeur-interprète	16h00 LE THÉÂTRE DU GROS BONHOMME « Tant qu'il y aura des étoiles » Spectacles de marionnettes - Guignol pas comme les autres qui s'adresse à tous les âges	13h30 THÉÂTRE DU GROS BONHOMME « Tant qu'il y aura des étoiles » Spectacles de marionnettes - Guignol pas comme les autres qui s'adresse à tous les âges
17h45 GERARD PITIOT « Vu d'ailleurs et mots d'ici » Chansons et poésie francophone	17h45 Cie LES SCENOPHILES TRANQUILLES dans « Réponse de la bergère au berger » Cabaret	16h00 JULIE DARNAL Chanson française
20h00 MUZ'NOUCH Chansons françaises sur des airs musette, manouche, tzigane	19h45 JO LIQUEUR ET SES BIBINES Ragga-rock musette	18h15 LA VIGIE DU PIRATE Chansons réalistes, Musique rock et violon électrique
21h30 MIDNIGHT JOKERS Standards rock des années 70	21h30 LA COMPAGNIE JOLIE MÔME Chansons	

DANS LES ALLÉES DE LA FÊTE

René BOURDET à l'orgue de Barbarie
Le FRONT MUSICAL D'INTERVENTION (FMI), chants de lutte
Et la FANFARE DES BOUDUS

Tous les stars

ENTRÉE

- 1 - La Gargote des Tout-Petits
- 2 - Les Ballons de la Fête ELM-Leblanc - Bosch Drancy

ALLÉE DE L'EUROPE DES TRAVAILLEURS

- 3 - Le Javelot Ch'timi
- 4 - Aux Moules
- 5 - Accueil Laon - Compiègne - Beauvais
- 6 - Marionnettes
- 7 - A vos Pinceaux
- 8 - Tartes et Quiches «LO» rraïnes
- 9 - Manège Enfantin
- 10 - Chorba - Thé - Gâteaux Citroën (Région Parisienne)
- 11 - Le Caf'Conc'
- 12 - Accueil Nord
- 13 - Le Bistro du Caf'Conc'AGF - LO Beauvais
- 14 - Blinis CRAMIF - CNAVTS
- 15 - Arbalète
- 16 - Tangram, Mikado, etc. GEMS - BUC

PLACE DU PROLETARIAT

- 17 - Les Mots Fléchés La Poste Paris 17^e
- 18 - Dessinez en l'Air Aéroport de Paris Orly
- 19 - Le Serpent à Lumières
- 20 - Accueil Lorraine Franche-Comté Alsace
- 21 - Caféthéière
- 22 - Accueil Bourgogne
- 23 - La Toupie Hollandaise
- 24 - La Mare aux Canards
- 25 - Tir Larigot
- 26 - Fondue et Salade Jurassiennes
- 27 - Disques
- 28 - Brochettes Renault
- 29 - Casse-Croûte Tunisien Renault Siège Billancourt
- 30 - Barbe à Papa AXA
- 31 - Jus de Fruit - Milk Shake Le Mans
- 32 - L'escargot SNCF
- 33 - Crêpes Canadiennes Continental Clairoux-Compiègne (Oise)
- 34 - Flammekueche GM Strasbourg
- 35 - Reibekuchen
- 36 - Orienté-vous Alcatel CIT - Vélizy
- 37 - Aux Mollets d'Acier
- 38 - Le Virage à Prendre Sochaux
- 39 - Le Palet Sochaux
- 40 - Labyrinthe Sochaux
- 41 - Les Quatre Sous Sochaux
- 42 - Spécialités Tourangelles
- 43 - L'enfer est pavé de bonnes citations IBM Altis - Corbeil
- 44 - Le Labyrinthe Élastique
- 45 - Crottin Chaud
- 46 - Le Monde à la Carte Delphi
- 47 - Cinéma Paradiso

PLACE DE L'INTERNATIONALE

- 48 - Le Clou de la Fête
- 49 - Maffé (UATCI)
- 50 - UATCI
- 51 - Les Masques
- 52 - Mosaïques-Sculptures
- 53 - Mât de Cocagne
- 54 - Sinif Mücadelesi UCI Turquie
- 55 - Café Turc, Döner Kebab

Jazz City

- 56 - American Food Breakfast Coffee Cakes
- 57 - Exposition Jazz
- 58 - Livres-Disques de Jazz

- 59 - Emaillage sur Cuivre Hôpitaux de Toulouse
- 60 - Le brin de Fantaisie - Brocante Hôpital Sainte-Anne (Paris)
- 61 - La Soupe aux Choux
- 62 - Karaoke
- 63 - Exposition Peugeot-Poissy
- 64 - Spécialités Haïtiennes
- 65 - Organisation des

Travailleurs Révolutionnaires (O.T.R.)

- 66 - Combat Ouvrier
- 67 - Menu d'Isles Combat Ouvrier (Antilles)

PLACE KARL MARX

- 68 - Lutte Ouvrière - Hôpitaux
- 69 - Accueil Le Mans
- 70 - Globe Trotter Accueil Chartres
- 71 - Exposition Renault
- 72 - Sardines Grillées

PLACE DE LA REVOLUTION SOCIALE

- 73 - Cartes Postales EDF-GDF

OBJETS PERDUS

Si vous trouvez un objet, ramenez-le à un stand « Lutte Ouvrière » ou à la direction de la fête. Merci pour celui qui l'a perdu.

- 74 - La gare de tous les cafés SNCF Paris Sud-Est et Sud-Ouest
- 75 - Buena Lucha Social Club (Cocktails de Fruits) SNCF Paris Nord
- 76 - Sportez-vous bien SNECMA
- 77 - Echecs et Marx France Telecom Reims
- 78 - Barbouille
- 79 - Mur d'Escalade

Guinguette

- 80 - Seiches and'ouillettes SNECMA Gennevilliers
- 81 - Guinguette SNECMA Gennevilliers
- 82 - Délices CAF CAF Région Parisienne

- 83 - Aéronautique SNECMA
- 84 - Trampoline
- 85 - Vache Folle
- 86 - Couscous
- 87 - L'Huître et le Cochonnet Hôpital d'Argenteuil - SNCF Dépôt du Charolais - SNCF Juvisy - Gare de Lyon
- 88 - Ile de la Réunion
- 89 - Indoustand RATP
- 90 - Annoncez la Couleur RATP
- 91 - La Coupe est Pleine (champagne et gâteaux) Reims/Faïencerie de Vitry-Le-François
- 92 - Accueil Champagne-Ardenne
- 93 - La boule du Fakir Reims
- 94 - La Truffade Renault Rueil-CTR
- 95 - Tir à la Patate SNECMA Corbeil

ALLÉE DU COMMUNISME

- 96 - Pizza - Aioli
- 97 - Accueil Sud-Est
- 98 - Le Frondeur du Poitou Fonderies du Poitou
- 99 - La Dolina Dematic Postal
- 100 - Au Palet Breton
- 101 - Pause Café Crédit Lyonnais
- 102 - Billard Electrique
- 103 - Saumon Fumé - Harengs de la Baltique Angers
- 104 - Bonbons Hôpital Angers
- 105 - Fraternité à la Menthe
- 106 - Le Rail de Force

ALLÉE DE LA LIBÉRATION DES FEMMES

- 107 - Quille de Six
- 108 - Accueil Anjou Touraine Poitou

- 109 - La Puce Rouge Crédit Lyonnais

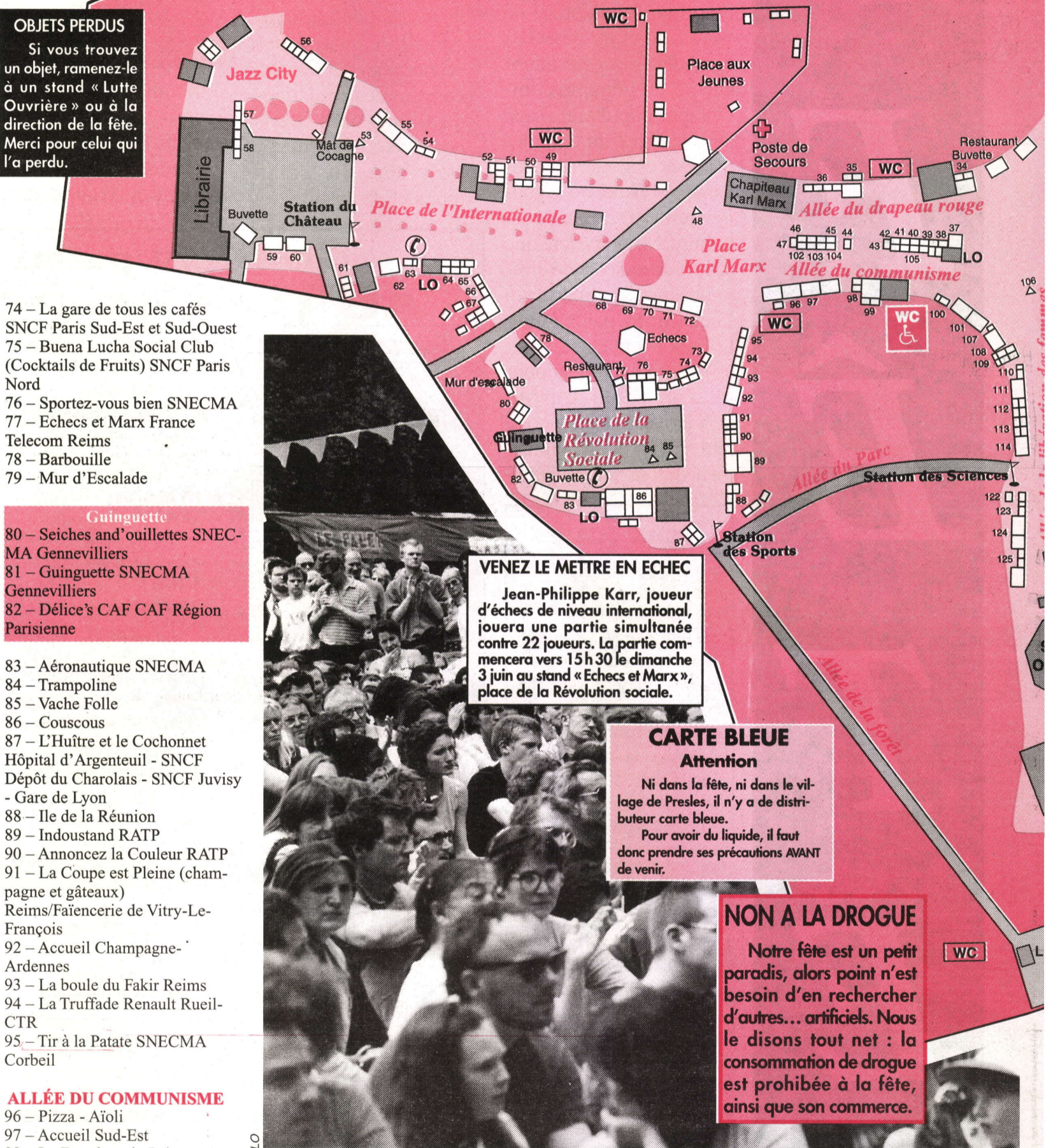
- 110 - Jambon du Morvan
- 111 - Accueil Centre
- 112 - Beignets aux Pommes
- 113 - Salades Gourmandes Orléans
- 114 - Tarte Normande

Rouen

- 115 - La Dolce Vita
- 116 - Payez-vous leur tête Chaffoteaux Saint-Brieuc
- 117 - Clap-Clap SNCF Limoges
- 118 - Au p'tit grain de folie Hôpitaux Limoges
- 119 - Fléchettes Villepinte

120 - Gaufres de Picardie

- 121 - Sauvez Gavroche!
- 122 - Tir à plomb Alstom Atlantique
- 123 - La faucille et le marteau Rouen
- 124 - Accueil Bretagne Normandie



VENEZ LE METTRE EN ECHEC

Jean-Philippe Karr, joueur d'échecs de niveau international, jouera une partie simultanée contre 22 joueurs. La partie commencera vers 15 h 30 le dimanche 3 juin au stand « Echecs et Marx », place de la Révolution sociale.

CARTE BLEUE

Attention
Ni dans la fête, ni dans le village de Presles, il n'y a de distributeur carte bleue. Pour avoir du liquide, il faut donc prendre ses précautions AVANT de venir.

NON A LA DROGUE

Notre fête est un petit paradis, alors point n'est besoin d'en rechercher d'autres... artificiels. Nous le disons tout net : la consommation de drogue est prohibée à la fête, ainsi que son commerce.

Pour nous rencontrer, pour discuter avec nos militants

La fête de Lutte Ouvrière, c'est aussi bien sûr l'occasion de rencontrer nos militants, de discuter directement avec eux. Chacun de nos stands est tenu par des camarades de telle ou telle ville, de telle ou telle entreprise bien déterminée ; elle est précisée dans la liste ci-contre, chaque fois que c'est possible. Et puis, tous ceux qui cherchent à rencontrer nos camarades de telle ou telle région, de telle ou telle ville et ne les auraient pas trouvés, peuvent s'adresser aux stands « Lutte Ouvrière » des différentes zones de la fête. Le contact sera établi !

nds de la fête

- 125 - Tea Break (Workers' Fight) Workers' Fight GB
- 126 - Brochettes Grecques Air France
- 127 - Teepee et Minéraux

PLACE OCTOBRE 1917

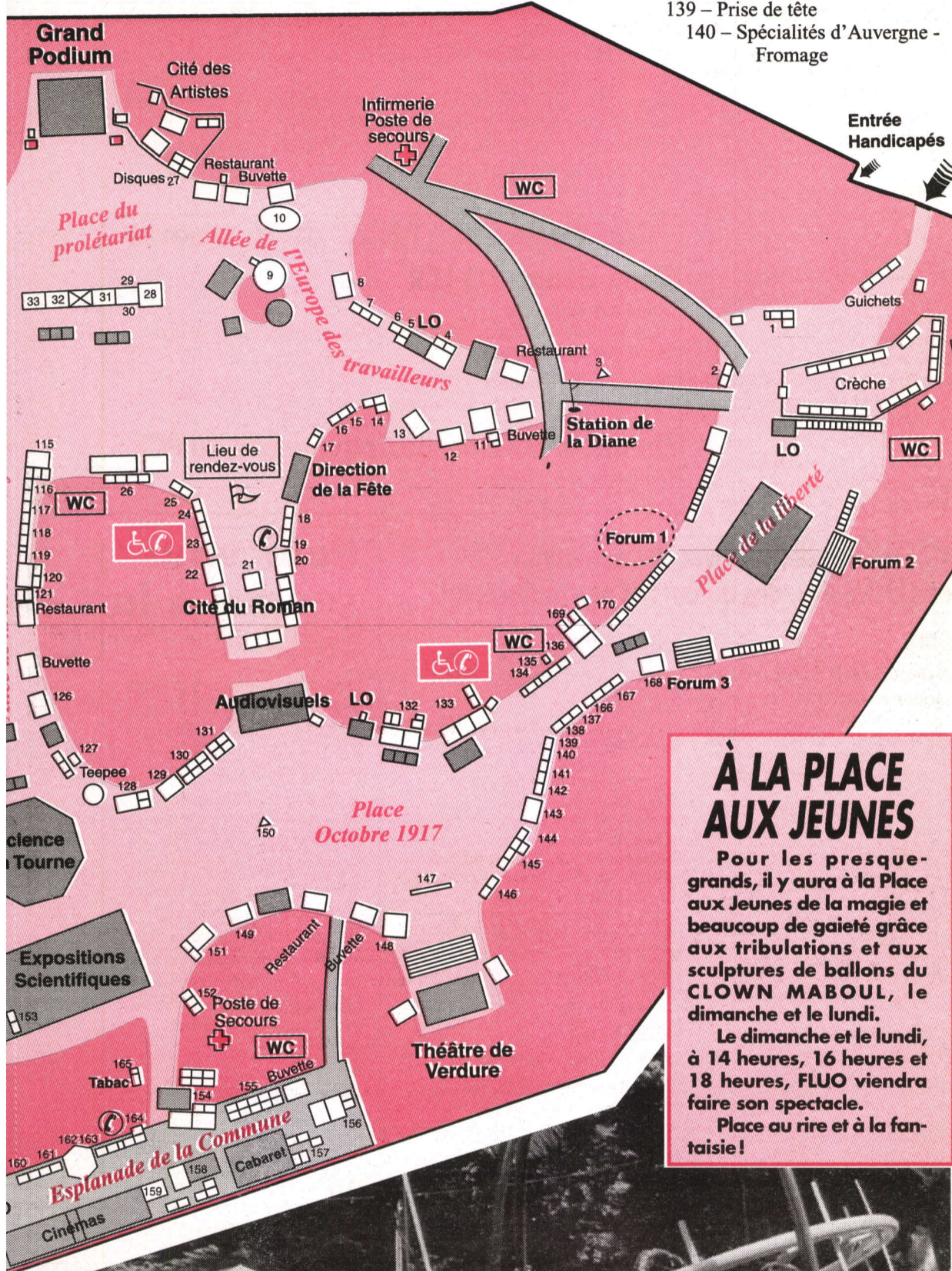
- 128 - Lutte Ouvrière, toute la col-

- 129 - Crêperie Aventis Vitry
- 130 - A la bonne Tarte Normande Arsenal Cherbourg
- 131 - A la bonne tripe SNCF Dépôt Sotteville lès-Rouen/Renault Grand-Couronne
- 132 - Glaces et

- fraises CCP et CNE
- 133 - Spécialités Lyonnaises La Poste
- 134 - Y a les boules Ardennes
- 135 - Artisanat Lyon
- 136 - Chamboule-Tout
- 137 - Rapido Coca-Cola
- 138 - Palets Rouges Servair
- 139 - Prise de tête
- 140 - Spécialités d'Auvergne - Fromage

- 141 - Spécialités d'Auvergne - Accueil
- 142 - Spécialités d'Auvergne - Tripoux
- 143 - Brick à l'oeuf La Poste Paris Louvre
- 144 - Charlottes La Poste Paris Louvre
- 145 - Ligue Communiste Révolutionnaire
- 146 - Café Express Aventis Romainville
- 147 - Bowling La Poste - Paris 14
- 148 - Billard La Poste
- 149 - Accueil Lyon
- 150 - La Boule Maboule
- 151 - Confit de canard
- 152 - Tir à l'arc Aventis
- 153 - Cafétéria Aventis

- 176 - Sozialistische Alternative (SAV), section allemande du CIO (Comité pour l'Internationale ouvrière)
- 177 - Socialismo Rivoluzionario (Italie)
- 178 - Voie prolétarienne - Partisan
- 179 - Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux (CERMTRI)
- 180 - Lotta Comunista (Italie)
- 181 - Maulwurf - Revolutionäre Sozialistinnen (Allemagne)
- 182 - Syndicat CNT - Région parisienne
- 183 - Comité Syndicaliste-Révolutionnaire
- 184 - Workers' Liberty (Grande-Bretagne)
- 185 - International Bolshevik Tendendy - Gruppe Spartakus (Allemagne)
- 186 - POR (Bolivie), Comité de liaison pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale
- 187 - Socialist Workers Party (Grande-Bretagne)
- 188 - Officina de la Fraccion trotskista - Estrategia Internacional (Amérique latine) - Centro de Estudios, Investigaciones y Publicaciones Leon Trotsky
- 189 - Amis de Pathfinder
- 190 - International Committee of the Fourth International (IKVI, Allemagne)
- 191 - Centro Studi Pietro Tresso (Italie)
- 192 - Coordination 93 de lutte pour les sans-papiers
- 193 - MRAP
- 194 - COSIMAPP (Mumia Abu-Jamal) - Collectif «Ne laissons pas faire»
- 195 - Parti communiste international (Cahiers internationalistes) - Il Programma comunista (Italie)
- 196 - Organisation Communiste Libertaire (OCL), Egregore (Reims)
- 197 - Socialist Appeal (Grande-Bretagne)
- 198 - FRP (League for the Revolutionary Party), (Suède)
- 199 - LRP (League for the Revolutionary Party), (Etats-Unis)
- 200 - Revolutionary History
- 201 - Ras l'Front
- 202 - La Riposte
- 203 - Association des Amis de Spartacus
- 204 - Gauche Communiste du PCF - Prométhée
- 205 - Mouvement Communiste (pour la formation du Parti communiste mondial), (Belgique)
- 206 - ACOR (Suisse)
- 207 - Association AFRICA
- 209 - La Voie Populaire
- 210 - International Bureau for the Revolutionary Party (CWO), (Grande-Bretagne) - Battaglia Comunista (Italie) - Bilan et Perspectives
- 211 - Les Amis de la Commune



Les vignettes LO

Si vous avez pris des «vignettes» à l'avance, vous bénéficiez d'une réduction de 20%. Vous pouvez tout payer avec cet argent Lutte Ouvrière, sauf le tabac payable seulement en francs.

ESPLANADE DE LA COMMUNE

Cabaret

- 154 - Paëlla Valenciana
- 155 - Tortilla y Sepia (tapas)
- 156 - Churros y Chocolate Air France Le Bourget
- 157 - Tapas y Sangria Carnaud Metalbox Laon

À LA PLACE AUX JEUNES

Pour les presque-grands, il y aura à la Place aux Jeunes de la magie et beaucoup de gaieté grâce aux tribulations et aux sculptures de ballons du CLOWN MABOUL, le dimanche et le lundi, à 14 heures, 16 heures et 18 heures, FLUO viendra faire son spectacle. Place au rire et à la fantaisie!

- 158 - Crêperie Bretonne
- 159 - Accueil Aquitaine-Midi Pyrénées
- 160 - Expo Ciné
- 161 - Ciné-Oie
- 162 - Ciné-Débat
- 163 - L'entracte
- 164 - L'huître ouvrière Hôpital Pontchaillou - Rennes
- 165 - Tabac

- PLACE DE LA LIBERTE**
- 166 - Le p'tit atelier
 - 167 - Croisons-les
 - 168 - A la bonne gougère Troyes
 - 169 - Old West Diner - Barbecue Ribs Spark
 - 170 - The Spark (Etats-Unis) Spark

- CITE POLITIQUE**
- 171 - Pouvoir Ouvrier
 - 172 - Parti communiste international
 - 173 - Le Prolétaire (Suisse)
 - 174 - Il Comunista (Italie)
 - 175 - La Gauche Révolutionnaire (Les amis de l'égalité)

SORTIE PROVISOIRE

Lorsque vous entrez dans la fête, le coupon du jour de votre carte est ramassé par nos camarades des entrées. Quand vous voulez sortir provisoirement de la fête, demandez-leur le tampon sur le poignet pour que vous puissiez rentrer de nouveau en le présentant.

Si nous faisons notre fête une fois par an, les habitants de Presles y vivent tous les jours et cela fait plusieurs années qu'ils acceptent de nous accueillir. Aussi, lorsque vous serez amenés à circuler aux alentours de la fête, respectez les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner. Aidez-nous à faire apprécier notre fête.

Vous trouverez aussi

- Une crèche pour les tout-petits
- Une «Place aux Jeunes» pour les moins petits
- Un petit camping

Il n'y a pas de camping aménagé à proximité de la fête et le camping sauvage est interdit. Alors nous avons prévu un emplacement. Mais attention : nous ne pouvons offrir à l'intérieur de la fête qu'une place limitée et des conditions de confort assez rudimentaires. Et nous souhaitons réserver cette place, dans la mesure du possible, à ceux qui viennent de loin...



CHIENNE DE FÊTE

Rien n'est prévu dans la fête pour les chiens, pas même un caniveau, et tout le monde doit quand même pouvoir s'asseoir sur les pelouses.

Alors, propriétaires de chiens, merci de surveiller l'animal de près... Et puis, pour que la fête reste la fête, les pitt-bulls et autres chiens d'attaque, même muselés, ne peuvent être admis dans l'enceinte de la fête.

DES ANNÉES DE LUTTE OUVRIÈRE

Au stand «Lutte Ouvrière, toute la collection» de la Place Octobre 17 vous pouvez consulter toute la collection de notre journal depuis 1968, et même la VOIX OUVRIERE depuis 1962.

Des brochures rassemblant des articles choisis par année sont disponibles sur ce stand, ainsi qu'un répertoire des principaux articles parus depuis plus de trente ans dans notre presse.

Deux montages audio-visuels inédits

AU STAND AUDIO-VISUEL
«Abus de confiance» (Mitterrand et ses héritiers)

AU STAND CREDIT LYONNAIS
«Faux jetons d'hier et d'aujourd'hui» (Les hommes politiques français et la torture en Algérie)

AUX CHAPITEAUX SCIENTIFIQUES

Sous le chapiteau des expositions, vous trouverez une librairie avec de nombreux ouvrages et brochures consacrés aux sciences, des débats avec des scientifiques, un CD-ROM en consultation sur l'histoire de l'univers mais aussi :

DEUX PROGRAMMES VIDÉOS ET DES EXPOSITIONS

- l'histoire de la médecine : **De la magie vers la science**
- l'histoire des plantes alimentaires : **Alimentation et évolution des sociétés**
- La Bible et ses mythes
- l'histoire de la découverte du ciel : **De l'Astrologie à l'Astronomie**

DES DÉBATS AVEC DES SCIENTIFIQUES

Samedi 2 juin

15h30: Michel BECKERT, directeur de l'unité Amélioration et santé des plantes à l'INRA: «Les OGM: comment

SCIENCE, ON TOURNE

Un spectacle scientifique d'environ 50 mn :

«Sécurité alimentaire, fièvre aphteuse, vache folle, OGM... Quels risques?»

les obtient-on, où les trouve-t-on, y a-t-il des risques?»

17h45: **Arnout SEVEAU**, naturaliste de la Société zoologique de Paris: «Dernières grandes découvertes zoologiques et problèmes de conservation du milieu naturel en Asie du Sud-Est» (avec présentation de pièces zoologiques relayée sur écran vidéo)

19h15: **Guillaume LECOINTRE**, chercheur en phylogénie moléculaire au Muséum national d'histoire naturelle de Paris: «Recherche fondamentale et recherche appliquée: ou comment progresse la science».

Dimanche 3 juin

12h: **Marc PESCHANSKI**, chercheur à l'INSERM: «Clonage thérapeutique et clonage reproductif: usages et abus de la science»

13h30: **Roland LEHOUCQ**, astrophysicien, chercheur au CEA: «L'évolution de l'univers et les dernières nouvelles du cosmos»

15h45: **Léonard GINSBURG**, paléontologue, professeur honoraire au Muséum national d'histoire naturelle de Paris: «Montre-moi tes dents, fossile, je te dirai ce que tu mangeais!» (avec projection

vidéo des fossiles présentés)

17h15: **Max THIBAUT**, directeur de recherche honoraire de l'INRA: «Qualité de l'eau et environnement: l'exemple de la Bretagne»

18h45: **Raphaël HAUMONT**, du laboratoire de chimie des interactions moléculaires au Collège de France: «Cuisine... Physique et Chimie» avec des démonstrations retransmises sur écran

20h15: **Luis VILLANUEVA**, chercheur à l'INSERM: «Cerveau et douleur: souffrons nous avec notre cerveau, tous les animaux souffrent-ils, comment agissent les antidouleurs?»

Lundi 4 juin

11h30: **Michelle MAURETTE**, directeur de recherche au CNRS, spécialiste des micro-météorites: «Le rôle de la matière extraterrestre pendant la période de bombardement intense de la jeune Terre et les mystères des origines de la vie»

13h30: **Hervé LE TREUT**, climatologue, directeur de recherches au CNRS: «Le changement climatique futur: certitudes et incertitudes».

15h45: **Anne-Marie BACON**, paléontologue, spécialiste des premiers hominidés, chargée de recherche au CNRS (Dynamique de l'évolution humaine): «Origines de l'Homme: dernières découvertes et nouvelles hypothèses». (avec projection vidéo des fossiles présentés)

17h15: **Patrick DREYFUS**, neurobiologiste, chercheur à l'INSERM, membre de la commission des encéphalopathies spongiformes transmissibles: «La maladie de la vache folle: où en est-on?»

À JAZZ CITY

SAMEDI

14 h: **Simone TASSIMOT** chante les «songs» de Hanns Eisler et Kurt Weill, accompagnée au piano par **Antoine-Marie MILLET**

16 h: **Big Band du XV^e**: Encore et à nouveau sur Count Basie, Duke Ellington

18 h: **Septet en l'Air**: Jusqu'à et y compris Coltrane

21 h: **Tala**, jazz celtico-berbère

DIMANCHE

10 h: **Breakfast Blues**; lard grillé, café chaud, guitare, harmonica, saxo et piano. Venez avec vos instruments.

12h30: **Jean-Paul Millier**, piano solo

14 h: **Roue Libre**, trio piano, basse, batterie

16 h: **Soledad**, quartet hard-bop

17h30: **Jef Sicard** (saxophones) en duo avec **Achille Gajo** (piano)

19 h: **Big Band de Richard Raux** et **Pascal Bivalski** (17 musiciens)

A partir de 20 h: **Jam Session** animée par **Jef Sicard** avec les musiciens qui ont joué l'après-midi et les amis de passage

Bal jazz (musique enregistrée) à partir de 23 h

LUNDI

10 h: **Breakfast Blues**; p'tit déj'en musique. Tous musiciens bienvenus.

12h30: **Brunch musical** (musique classique Vivaldi, Mozart, Brahms).

14 h: **Kidney Brothers** (New Orleans)

17 h: **Daniele Viglucci** - Italian Moods (Be bop al dente)

18h30: **La Quincaille**, conte musical en jazz

AU CABARET

SAMEDI

13h30: **ADELANTE**, chansons (entre autres) de lutte et de révolte, de rêve et d'utopie

16h00: **CRAPOUILLE, FRIPULE ET VINCENT**, musique folk

18h00: **Gérard CROZE**, auteur-compositeur-interprète dans «Pas si facile»

20h30: **Luc DIDOT**, musique du monde

DIMANCHE

12h30: **N'IMPORTE QUOI**, lyrique - à - brac

13h30: **SABAYO**, Chansons sociales

16h00: **Jean Yves ROUILLER** chante Ferré

17h30: **CHANTS RÉVOLUTIONNAIRES ITALIENS**

18h15: «ENTRE NOUS, DEUX», fantaisie cosmopolite pour 6 acteurs et textes voyageurs

19h00: **Hélène GIRARD**, chansons populaires

20h30: **Raphaël MENDOZA**, chanteur paraguayen

21h00: **ISOCARDE**, chansons françaises démaquillées

22h00: **BAL SALSA**

LUNDI

14h00: **Ralph NATAF**, bouquet de contes choisis «L'image des mots»

16h00: **LAVACHE!** Musiques traditionnelles du cap de la Goutte d'Or

À LA GUINGUETTE

On y danse de jour comme de nuit, on y regarde des spectacles d'animation, on y écoute des groupes de musique avec notamment:

SAMEDI

ISOCARDE Chansons françaises

M'ROAD Rock Blues

BAL avec L'ORCHESTRE DE JEAN-CLAUDE GOMBAULT

DIMANCHE

ARNAUD ROMAN Chansons françaises

SECRET GARDEN Emotion Dance Musique

BAL avec L'ORCHESTRE DE JEAN-CLAUDE GOMBAULT

LUNDI

ISOCARDE Chansons françaises

SAINT-LEONARD Rock

Et dans la nuit de dimanche à lundi, un grand bal animé par le DJ ALBERT.

DANS LES FORUMS

Notre fête est le plus important rassemblement de l'extrême gauche. Dans une ambiance détendue et fraternelle, des groupes politiques de France, mais aussi venus de nombreux autres pays, présentent leurs activités et leurs positions politiques respectives.

Sur des aires spécialement aménagées, ceux qui désirent présenter un sujet de leur choix peuvent le faire. Il suffit pour cela de s'inscrire au stand Direction.

Un dépliant spécial Forums est à votre disposition à l'entrée de la fête et dans tous les stands Lutte Ouvrière.

De nombreux groupes politiques invités participent à notre fête. Ils y disposent d'un stand où ils peuvent librement vendre leur presse, discuter et défendre leurs idées.

En revanche, pour ne pas transformer la fête en champ de foire, nous leur demandons de ne pas distribuer de tracts, ni vendre leur presse ou interpeller le public ailleurs dans l'enceinte de la fête: ils ont toute liberté pour le faire dans le stand mis à leur disposition.

Nous remercions aussi le public de ne pas encourager ceux qui le feraient malgré tout.

Cité Politique - Place de la Liberté

Deux débats LO-LCR

Samedi à 18 heures

«Quelle politique face à l'offensive antiouvrière du patronat et du gouvernement?»

Dimanche à 18 heures

«Les échéances électorales de 2002»

Un débat LO-Gauche Communiste du PCF

Dimanche à 12 heures

«Le PCF est-il redressable?»

Des débats avec des écrivains des historiens, des auteurs et des réalisateurs

Samedi

Sous le chapiteau de la Place Karl-Marx

14h: **Jean-Paul GOUTEUX**, auteur de «Un génocide sans importance: La Françafrique au Rwanda» et **Benjamin SEHENE**, auteur de «Le piège ethnique», animeront un débat sur le génocide rwandais

15h30: **Fatou DIOME**, auteur de «La préférence nationale», animera un débat sur «les difficultés particulières des travailleurs étrangers, la violence silencieuse dans les petits boulots et les emplois domestiques».

18 h: **NGO VAN**, auteur de «Au pays de la cloche fêlée, tribulations d'un cochinchinois à l'époque coloniale» témoignera sur son activité de militant ouvrier trotskyste dans l'Indochine coloniale.

19h30: **Stéphane KADRI**, avocat, et **Carlos RODRIGUEZ**, conseiller prud homal, animeront un débat sur «La défense du droit des travailleurs aux prud hommes».

Au stand audio-visuel, Place Octobre 17

18 h: **Shoukria Haidar**, de l'association NEGAR-soutien aux femmes d'Afghanistan, animera un débat sur les luttes des femmes afghanes contre les Talibans.

Dimanche

Sous le chapiteau de la Place Karl-Marx

12 h: **Laurent Bonelli**, co-auteur de «La machine à punir» animera un débat sur les pratiques et discours sécuritaires.

13h30: **Jean-Luc EINAUDI**, auteur d'ouvrages sur la guerre d'Algérie et Octobre 61 à Paris, pour un débat sur son dernier ouvrage «Vietnam, la guerre d'Indochine».

16 h: **Jean-Michel KRIVINE**, fera chanter des chants révolutionnaires avec **Christian BASSOUL** à l'accordéon.

17h30: **Denis PESCHANSKI**, auteur d'un ouvrage collectif intitulé «Les élites locales dans la tourmente. Du front populaire aux années cinquante» (Editions du CNRS), animera un débat sur La police française sous l'occupation, Paris 1940-1944.

19 h 30: Débat avec des auteurs de romans noirs: entre autres **Michèle LESBRE** («Nina par hasard») et **Claude AMOZ** («Le caveau» et «Dans la tourbe»)

Lundi

Sous le chapiteau de la Place Karl-Marx

10h30: **Georges SOULIGNAC**, médecin du travail, débat sur «Les attaques patronales contre la médecine du travail».

12 h: **Alice CHERKI**, psychiatre, présentera son ouvrage sur **Frantz FANON**.

13h30: **Loïc WACQUANT**, universitaire sociologue, auteur de «Les prisons de la misère» et «Corps et âme, carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur», animera un débat sur «La politique néo-sécuritaire: escroquerie intellectuelle, veulerie politique».

16 h: **Jean-Claude Hervé** et **Christian Hazebrouck** du collectif Marée noire animeront un débat sur le thème «Marée noire: assez de complaisances»

DEUX CINÉMAS PERMANENTS

La carte d'entrée de la fête donne accès gratuitement à tous les spectacles: ceux qui se déroulent sur les différentes scènes de la fête, mais également aux projections qui se déroulent dans les deux cinémas permanents, y compris la nuit de dimanche à lundi. Un horaire précis sera disponible sur place.

Voici les titres des films dont la projection est dès à présent annoncée:

Kippour
d'Amos Gitai
Bread and roses
de Ken Loach

Liste d'attente
de Juan Carlos Tabio
Capitaines d'avril
de Maria de Medeiros
N.O.M. (sur le Sierra Leone)
de Philippe Diaz
Lumumba
de Raoul Peck
Billy Elliott
de Stephen Daldry
Marie Line
de Mehdi Charef
Le cercle
de Jafar Panahi
Girlfight
de Ka ryn Kusama

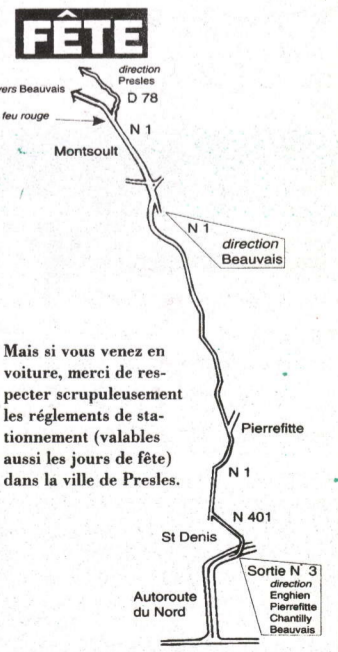
Pour vous rendre à la fête

Navettes d'autocars gratuits entre la Porte de la Chapelle à Paris et la fête. Départs toutes les 20 minutes, le samedi 10 juin de 11 heures à 23 heures, le dimanche 11 juin de 8 heures à 22 heures et le lundi 12 juin de 8 heures à 20 heures. La nuit du dimanche au lundi, service réduit toutes les heures.

Trains payants de la Gare du Nord (direction Persan-Beaumont par Montsoult-Maffliers) à la Gare de Presles (à 900 mètres de la fête).

En voiture, prendre l'autoroute A1 à partir de Paris-Porte de la Chapelle, puis la N1 direction Pierrefitte et Beauvais jusqu'à Presles.

ATTENTION, la circulation est difficile dans Presles. Le stationnement unilatéral est impératif, même le week-end, les autorités pouvant faire procéder à l'enlèvement du véhicule.



Seine-Saint-Denis

DES ENSEIGNANTS EN COLÈRE

Un mouvement des enseignants de Seine-Saint-Denis qui travaillent dans les SEGPA, sections d'enseignement général et professionnel adapté, dure depuis le 10 mai dans une trentaine de ces structures scolaires sur les 36 que compte le département.

Les SEGPA sont des sections en collège qui accueillent des adolescents en grande difficulté. Les enseignants sont des instituteurs spécialisés et des professeurs de lycées professionnels. Ces personnels assurent actuellement 23 heures de cours par semaine.

Le mécontentement ne touche que les instituteurs spécialisés parce qu'ils revendiquent d'assurer 18 heures de cours, au même titre que leurs collègues du second degré et d'autant plus que les enseignants de lycées professionnels de ces SEGPA doi-

vent passer au régime des 18 heures de cours par semaine à la prochaine rentrée de septembre. Cela devrait permettre de diminuer les effectifs d'élèves par classe et d'embaucher des enseignants.

Ils ont déposé le lundi 14 mai une demande d'audience au ministère de l'Éducation nationale, mais en vain. Il n'y avait pour les accueillir que la pluie et les CRS. Pas découragés, une cinquantaine d'enseignants des SEGPA de Seine-Saint-Denis se sont rendus au collège Louise-Michel de Clichy-sous-Bois, au moment où un inspecteur d'académie devait effectuer une visite. Pris par surprise, il a accepté de recevoir et d'écouter une délégation mais il n'a rien avancé qui puisse satisfaire les enseignants.

Le lundi 21, ceux-ci se rendaient de nouveau au ministère, mais cette fois plus nombreux que la fois précédente parce qu'ils



Manifestation de mars 2000. A l'Éducation nationale, les problèmes ne sont toujours pas réglés.

étaient rejoints par des collègues de SEGPA de l'Essonne, de Paris et de l'Eure. Le ministre a persisté dans le refus de les recevoir. Occupant le boulevard Saint-Germain, ils ont été évacués manu militari par les CRS.

A l'heure actuelle le mouvement continue. Une manifestation est annoncée à l'appel du syndicat des instituteurs, le SNUIPP, pour jeudi 31 mai. Jack Lang et

sa hiérarchie ont jusqu'à maintenant refusé de recevoir et d'entendre les revendications légitimes de ces enseignants, confrontés plus encore que d'autres à des difficultés, en contradiction avec les récentes déclarations, avant tout publicitaires, du ministre de l'Éducation

nationale sur sa volonté de recruter des enseignants. En fait, Lang s'intéresse bien plus à sa carrière, à son image, qu'il n'a le souci de débloquer les moyens nécessaires pour des conditions qui permettraient de délivrer un enseignement digne de ce nom.

Logement social... inaccessible

Un rapport, publié par le GELD (Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations) et rendu public le 15 mai, souligne que les «populations immigrées sont les laissées-pour-compte dans l'attribution de HLM». Les autorités chargées de l'attribution de logements sociaux refusent des logements aux plus démunis d'autant plus systématiquement qu'ils sont immigrés, en prétextant même qu'il faudrait respecter la «mixité sociale», c'est-à-dire éviter les ghettos immigrés!

Le rapport cite le cas d'un refus motivé ainsi: «Cinq familles étrangères ou d'origine étrangère étaient déjà relogées ici par la préfecture dans cet immeuble de 44 logements». Le Parisien du 16 mai citait cet autre exemple, dans le Nord, d'une femme mère de cinq enfants, salariée, à qui on a refusé un logement parce que le quartier demandé «ne pouvait être attribué aux gens de couleur». Un éboueur de la mairie de Paris, vivant avec neuf personnes dans

15 m², en attente depuis quinze ans d'une attribution d'un logement plus grand, s'est vu refuser un appartement de 82 m² qui lui avait été finalement accordé. Or, il apprit plus tard que sur sa demande figurait la mention «Sénégal».

Pour obtenir un logement social, il faut le plus souvent attendre de nombreuses années. Mais c'est souvent encore plus long et plus aléatoire lorsqu'il s'agit de ménages immigrés. De plus, ceux-ci n'ont accès qu'aux «segments les moins attractifs». Les élus comme les représentants des organismes de HLM disent souvent craindre l'arrivée d'immigrés qui dévaloriseraient l'image du quartier!

Le GELD propose l'anonymat total des dossiers de candidatures avec l'appui de la secrétaire d'Etat au logement, Marie-Noëlle Lienemann. Mais cette mesure – si elle était décidée et surtout appliquée – resterait dérisoire par rapport au problème. En effet, il ne s'agit pas seu-

lement d'une discrimination «raciale». Ce dont ne veulent ni les HLM ni les élus locaux, ce sont des «pauvres». Et le nombre de familles ouvrières pour qui le logement devient un problème, parce que leurs revenus sont trop faibles, ne fait qu'augmenter.

La situation s'aggrave d'autant plus que, depuis quelques années, la construction de logements «sociaux» diminue régulièrement: 80 000 en 1994, 50 000 en 1996 et 48 000 en 1998, un peu plus de 42 000 en 2000 sur un total de 300 000 logements neufs. L'Etat se retire progressivement de la construction de ces logements, alors que les communes ne peuvent ou ne veulent pas construire pour des familles à faibles, voire très faibles revenus. Là aussi, comme dans beaucoup de domaines, ce n'est pas l'argent qui manque, mais la volonté politique de l'utiliser en priorité pour régler les problèmes urgents des travailleurs.

Aline RETESSE

Autisme

Une cruelle absence de structures d'accueil qui trahit la carence des gouvernements

Les journées nationales de l'autisme, organisées par les associations et parents d'enfants autistes, ont rappelé que la prise en charge par les pouvoirs publics de ces malades est insuffisante et même nettement en retard par rapport à ce qui existe dans la plupart des pays industrialisés.

L'autisme est une maladie neurologique qui se traduit par une grande difficulté à communiquer des enfants qui en sont atteints et par leur isolement du monde extérieur. Quand il n'y a pas de structures d'accueil, les parents sont livrés à eux-mêmes, et confrontés à un quotidien épuisant. Ainsi, explique le président d'une association, «les parents sont désarmés par le repli sur soi de l'enfant. Parfois, la violence devient son moyen de communiquer. Une violence contre les autres mais aussi contre soi-même. Certains enfants s'auto-mutilent. Dans ce contexte, certains parents craquent».

En mars dernier, le procès

d'une mère poursuivie pour avoir tué son enfant autiste a mis en évidence cet aspect. Ainsi le président du tribunal a évoqué la situation des parents d'enfants autistes «obligés de faire du porte-à-porte et de supplier les directeurs de structures pour que leur enfant soit pris en charge».

Il y a en France environ 5 000 places dans des établissements spécialisés alors que le nombre de personnes atteintes est estimé à près de 30 000 par les pouvoirs publics et même à près de 60 000 à 80 000 par les associations et les scientifiques. Des familles attendent des années avant d'obtenir une admission, et près de 3 000 enfants français sont accueillis en Belgique.

En janvier dernier, Lionel Jospin a annoncé un plan triennal avec comme objectif la création de 1 000 places supplémentaires. Objectif bien insuffisant en regard des besoins. Mais pour entendre et répondre aux revendications élémentaires de la population le gouvernement est frappé, lui, de surdité.

Christian BERNAC

Thomson - Rennes

LES MAUVAIS COUPS DE LA DIRECTION

L'établissement de Rennes de Thomson Multimédia est composé d'un secteur étude (600 personnes dont les trois quarts ingénieurs) et d'un secteur fabrication (200 personnes dont la moitié d'ouvriers) où sont fabriqués des caméras de studios, des tables de mixage vidéo et des cars de production.

Ce secteur de production, ainsi qu'un tiers du secteur étude, fait partie de la société « Thomson Broadcast System », une des nombreuses filiales de Thomson qui a aussi un établissement à Brest et un autre à Cergy.

Le 3 mai dernier, en plein milieu des ponts des 1^{er} et 8 mai, alors que la moitié du personnel était absent, la direction a annoncé les grandes lignes d'un projet de réorganisation du secteur production. Il fait suite au rachat par Thomson de la branche professionnelle de Philips, et consiste à spécialiser les différents centres de production dont Thomson dispose à présent. Pour le centre de Rennes, cela signifie l'abandon des productions actuelles et la spécialisation dans la fabrication des cartes électroniques.

Ce projet de la direction fait craindre des dégradations importantes des conditions de travail: introduction du travail en équipe, voire de nuit et de week-end, et des reclassements.

Le mouvement contre le projet a commencé le 3 mai où 40 personnes, parmi les plus directement concernées, se sont invitées à une réunion de la CGT, prévue au départ uniquement pour les syndiqués. Il a alors été décidé d'appeler à une assemblée du personnel, le lundi 14 mai. Cette assemblée qui réunissait une centaine de personnes a décidé d'un débrayage le

mercredi 16, lors du Comité central d'entreprise qui se tenait à Cergy, débrayage soutenu par la CGT et FO, la CFDT préférant s'en tenir à la réunion d'information syndicale prévue le lendemain.

Nous nous sommes retrouvés 150 à débrayer et nous avons défilé dans l'usine et dans les laboratoires. Au cours d'une assemblée, nous avons affirmé le refus du projet de la direction et que les restructurations ne doivent pas se faire sur notre dos.

A la réunion d'information des syndicats nous étions 170, quelques ingénieurs des laboratoires d'études nous ayant rejoints. Les représentants de la CFDT ont fait un long exposé de la réunion de la veille avec la direction. Ils ont aussi défendu la nécessité de faire des contre-propositions à la direction. Mais à la demande de l'assemblée, ils se sont finalement ralliés au projet de manifester le 22 mai.

Ce jour-là, nous sommes partis de Thomson pour rejoindre, au centre ville, le lieu de rassemblement CGT en scandant: « Non aux restructurations ». Tout au long du parcours, plusieurs collègues nous ont rejoints et d'autres nous attendaient au centre ville. Nous étions environ 120 de Thomson au rassemblement qui a réuni environ 300 personnes. Toute l'usine était pratiquement là et une vingtaine d'ingénieurs des labos nous avaient rejoints.

Ce n'est qu'une première étape dans la riposte. Mais d'ores et déjà le climat dans l'usine a changé. Le fait de s'organiser pour la préparation de cette manifestation a redonné le moral à beaucoup, et cela comptera dans les semaines à venir.

Correspondant LO

Avenance - Amiens

LA GRÈVE AUX CANTINES

Les travailleurs de l'entreprise de restauration Avenance-Amiens sont en grève depuis plus de deux semaines. Quarante travailleurs assurent la fabrication journalière de 9000 repas distribués dans les cantines scolaires et à domicile pour les personnes âgées.

Les ouvriers de cette unité, cédée au secteur privé par le maire Gilles de Robien, touchent des salaires bien moins élevés que les travailleurs municipaux: le smic, même avec 9 ans d'ancienneté pour certains. Ils sont soumis à des conditions de travail difficiles. Et pour faire accepter tout cela, ils ont un chef particulièrement imbuvable, qui

insulte les salariés (« Vous êtes des bœufs ») et qui se vante de faire pleurer toutes les ouvrières.

Avenance n'est pas une petite entreprise artisanale et locale. Elle compte 435 centres de fabrication en France et a augmenté ses bénéfices de 700% entre 1999 et l'année 2000 (57 millions de francs en 2000). De plus c'est une filiale du groupe géant Elixor qui possède aussi Quick, les restaurants d'auto-route l'Arche et Pomme de Pain. Une entreprise donc, qui fait d'énormes profits en sous-payant ses salariés.

C'est contre ces conditions de travail, et pour une augmentation de salaire de

1 500 F, que les travailleurs sont entrés en grève, bloquant nuit et jour l'entreprise. Dès les premiers jours, le PDG a envoyé un huissier, puis a attaqué au tribunal les grévistes qui se sont vus condamnés à 1 000 F d'amende par ouvrier pour chaque journée de blocage des portes. Les grévistes ont ensuite reçu les uns après les autres une lettre de licenciement.

C'est que le PDG, habitué à régner en maître incontesté, a du mal à digérer cette première bagarre depuis dix ans qu'existe l'entreprise dans la région. Une lutte, où malgré leur petit nombre, les salariés ont fait la preuve de leur solidarité et de leur détermination.

Foyers socio-éducatifs « ACCES »

LE COUP TORDU DU MAIRE DE TOURS

Les 400 salariés des foyers socio-éducatifs ACCES de Tours sont en grève depuis le vendredi 18 mai, jour où ils ont appris que la mairie, qui est leur principal bailleur de fonds, avait demandé la mise en dépôt de bilan d'ACCES.

Les salariés d'ACCES sont en colère. D'autant plus en colère qu'ils avaient déjà dû se battre au cours de l'année écoulée pour obtenir les moyens nécessaires à leur fonctionnement, et que leur lutte avait abouti à la nomination d'un médiateur qui avait semblé entendre leurs revendications.

Seulement, tout cela se passait avant les élections municipales! Il apparaît maintenant clairement que la mise à l'écart par le maire (PS) d'une de ses adjointes, présidente contestée d'ACCES, tout comme les promesses d'aboutir à des solutions conformes aux demandes des salariés et aux besoins des usagers, n'étaient que des manœuvres, visant uniquement à traverser sans trop de vagues la période des élections.

A la presse, les représentants du maire déclarent qu'ils auraient

« découvert » en avril l'importance du déficit d'ACCES. Cela, c'est la version officielle pour tenter de jeter le discrédit sur des salariés qui ne savent même pas s'ils seront payés dans les prochains mois. Mais la vérité, le maire l'a dite mardi 22 mai aux salariés d'ACCES, lorsqu'il a jeté à la figure de la délégation qu'il recevait: « Moi, je suis élu pour six ans! ». On ne saurait faire montre de plus de cynisme!

Le maire pense certainement avoir été fin politique en « neutralisant » la mobilisation des salariés le temps d'une élection. Les salariés et les usagers d'ACCES, eux, ont déjà dit ce qu'ils en pensaient en inscrivant sur leur banderole lors de la manifestation syndicale du 22 mai: « Trahison municipale! ».

Sur le fond, la question qui se pose est la suivante: est-il utile ou pas de financer des activités de toutes sortes, de la couture à la musique en passant par le sport ou l'informatique, activités qui créent des liens dans les quartiers? Les 10 000 adhérents des foyers répondent de toute évidence positivement!

La mairie, elle, mégote. Le maire en a assez, dit-il, de

« mettre des rustines sur les foyers ». Mais quand il accorde des subventions à des entreprises riches comme Bouygues-Télécom ou ST-Microélectronique, et que cette dernière n'hésite pas à jeter à la rue son personnel intérimaire à peine l'argent empoché, comment cela s'appelle-t-il? N'est-il pas là, le vrai gaspillage de l'argent public?

Le 28 mai, on a appris qu'un administrateur provisoire avait été nommé, avec l'objectif dit-on « d'assainir les comptes de l'association ». Autant dire que rien n'est réglé. Car dans ce type d'association paramunicipale où les cotisations des usagers ne sauraient suffire à financer les activités et les salaires des animateurs, à moins d'être portées à des tarifs dissuasifs pour la plupart, il faut bien faire appel aux fonds publics.

Intervenant au conseil municipal du 28 mai, les grévistes l'ont redit avec force: ils exigent que l'intégralité des salaires soit versée, qu'aucun licenciement ne frappe les salariés quels que soient leurs contrats, et que l'ensemble des activités des foyers soit maintenu.

Bata - Moussey (Moselle)

UN SUCCÈS QUI PRÉPARE LA DÉFENSE DES EMPLOIS

«Je n'ai pas de plan social dans mon tiroir, et si on me demandait d'en faire un, je partirais», voilà ce qu'avait déclaré M. Longford, le PDG de l'usine Bata de Moussey (Moselle), il y a deux mois. C'est dire que sa démission, mi-mai, a ravivé l'inquiétude sur l'avenir dans cette usine du lunévillois où, il y a 4 ans, la direction avait déjà licencié 300 travailleurs.

À côté de l'inquiétude pour l'emploi, il règne un mécontentement profond sur les salaires, qui sont au niveau du Smic, même après 30 ans d'ancienneté. Et depuis le début de l'année les négociations salariales n'ont toujours

pas abouti, la direction les reportant de mois en mois sans même se donner la peine de se justifier.

Le 22 mai - journée d'action de la CGT contre les licenciements - se déroulait une nouvelle séance de négociation. Les deux syndicats CGT et CFDT appelaient à un débrayage, suivi par l'écrasante majorité des 875 travailleurs de l'entreprise. Ne recevant aucune réponse de la direction ni sur les salaires ni sur l'emploi, le débrayage s'est transformé en grève avec blocage des portes de l'usine, une cinquantaine de volontaires faisant le piquet pendant toute la nuit pour empêcher l'entrée et la sortie des camions. Cafés et brioches apportés par les autres

grévististes ont été nombreux et bienvenus pour tenir la nuit et les sacs de couchage n'ont pas été de trop pour dormir dehors, à la fraîche, dans la cour de l'usine.

Le lendemain matin, dès 7 heures à l'arrivée des bus, plus de 300 personnes étaient rassemblées devant les locaux administratifs. A l'issue de la réunion avec la direction, les syndicats annonçaient qu'elle lâchait 3% d'augmentation sur tous les salaires (à peu près ce que revendiquait la CFDT, la CGT mettant, elle, en avant 500F d'augmentation) ainsi que le paiement de la journée et demie de grève à condition que les grévistes reprennent le tra-

vail. La direction acceptait même que les occupants de la nuit rentrent chez eux et aient leur journée payée.

Cela a été accueilli par des applaudissements et ressenti comme une victoire. À l'appel des syndicats, la reprise du travail a été décidée. Ce succès - les salaires sont bloqués depuis des années - a renforcé le moral des travailleurs. Il n'y avait pas eu de grève de ce type depuis... 1974.

Quant à la question de l'emploi, la direction n'a rien voulu dire tant que le nouveau PDG n'est pas nommé. Rien n'est donc garanti, mais il est clair qu'il se prépare un mauvais coup sous prétexte de

pertes qui seraient, paraît-il, plus importantes que prévues.

Mais chacun sait que malgré les pertes annoncées, Bata est un des premiers trusts mondiaux de la chaussure, qui possède des usines aux quatre coins de la planète, et une fortune considérable accumulée sur l'exploitation éhontée des ouvriers du monde entier. C'est là-dessus qu'il faudra imposer à Bata de prendre pour maintenir nos emplois. Et le succès obtenu sur les salaires est un encouragement à ne pas se laisser faire.

Correspondant LO

Aubelin - Aube

DEVANLAY A DÛ PAYER

Les 140 travailleuses des usines de Chaource et Bar-sur-Seine d'Aubelin ont fait céder Devanlay, leur ancien patron. Elles ont toutes obtenu une prime dite de «préjudice moral» de 100 000 F, pour chacune des salariées licenciées.

Le groupe Devanlay-Lacoste, qui prétendait ne pas être concerné par la fermeture de ces deux usines et refusait toute discussion, a donc cédé sur ce point. Les grévistes réclamaient une prime représentant deux ans de salaires. Toutes obtiennent finalement un an et demi, alors que Devanlay comptait bien se débarrasser à moindres frais, sans ternir l'image de marque du «crocodile Lacoste», de tout le secteur sous-vêtements par l'entreprise d'un patron marron, JF Pacreau. C'est que, il y a un an et demi, les salariées aujourd'hui licenciées par le liquidateur d'Aubelin, dépendaient encore de Devanlay-Lacoste. (LO n° 1712 du 4 mai 2001). Cette dernière semaine de mai, elles continuent d'occuper leurs usines pour obtenir de vraies formations.

Si la lutte a été payante, c'est que les salariées sont toujours restées mobilisées. L'après-midi du mardi 22 mai, les travailleuses de chez Aubelin, occupant leurs usines de Bar-sur-Seine et Chaource, sont venues manifester à Troyes avec force trompettes, pétards et tracts, bloquant l'entrée du magasin Lacoste du complexe Mc Arthur Glen, qui dans ses

publicités invite les visiteurs à découvrir «un nouveau territoire de chasse! Un bon plan pour les bonnes affaires...» Pour la journée du 22 mai, cette manifestation devant le magasin Lacoste a remplacé une manifestation envisagée devant le Medef de Troyes mais annulée par l'Union Départementale CGT de l'Aube, l'UD-CGT ayant délocalisé les actions aux Unions Locales. Ceux d'Aubelin, seuls, ont eux recentré leur action à Troyes.

Depuis l'annonce de la faillite des ateliers de Chaource et Bar-sur-Seine, les salariées les ont occupés, ont brûlé quelques machines, multiplié les manifestations devant les usines et magasins du crocodile Lacoste pour obliger ce groupe à reprendre les deux usines et, en cas de licenciement, à verser deux ans de salaire en plus des indemnités légales.

Il y a eu également des manifestations le premier mai à Troyes, le 5 mai à Bar-sur-Seine, jour d'inauguration de la foire locale, avec des officiels tous pleins de compassion mais incapables d'imposer à Devanlay de s'asseoir à une table ronde, une manifestation le 15 mai pour accompagner le PDG Pacreau avec trompettes, slogans, pétards, projection de farine et oeufs (en guise de souhait de bon anniversaire), à sa sortie du tribunal de commerce de Troyes. Ce chasseur de prime a même eu

le culot de reprocher au personnel d'avoir empêché toute possibilité d'issue positive, en faisant grève dès la mise en redressement judiciaire! Ce chantage n'était pas surprenant de sa part, lui qui pendant les 15 mois où les deux ateliers ont fonctionné sous le label Aubelin, a

traité les salariées comme des esclaves avant de déclarer l'entreprise en faillite.

Enfin une manifestation départementale beaucoup plus importante a eu lieu à nouveau à Bar-sur-Seine, le samedi 19 mai, à l'initiative du PC, avec

le soutien de la CGT et de nombreuses organisations politiques, dont Lutte Ouvrière.

Cette mobilisation permanente des salariées d'Aubelin aura obligé Devanlay, au moins, à ouvrir les cordons de sa bourse.



Manifestation du 5 mai à Bar-sur-Seine

Un franc symbolique qui ne sauve pas les emplois

Le groupe Devanlay, pour augmenter ses profits, il y a 15 mois, s'est débarrassé de tout le secteur sous-vêtements. Ici, il a cédé les fonds d'industrie de Bar-sur-Seine et Chaource à la famille Pacreau pour le franc symbo-

lique. Il lui a versé une subvention de 6,5 millions, l'a assurée d'un carnet de commandes. Le façonnier de Cholet a ainsi créé dans l'Aube la Société Fapac (Famille Pacreau) qui a reçu une avance de 5 millions pour chapeauter

la Société Aubelin gérant les deux usines de Bar-sur-Seine et Chaource. La condition du maintien de l'emploi pendant trois ans n'était bien évidemment qu'un faux-semblant. La faillite d'Aubelin en a été la preuve.

UNE LETTRE DE LUTTE OUVRIÈRE À LA LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Le 21 mai, Lutte Ouvrière a adressé à la Ligue Communiste Révolutionnaire une réponse à une précédente proposition de celle-ci. Nous publions ci-après cette réponse.

A l'attention du Bureau Politique de la LCR

Paris, le 21 mai 2001

Chers camarades,

Nous accusons réception de votre courrier du 3 mai selon lequel vous n'auriez reçu aucune réponse de notre part à votre proposition en date du 2 avril d'une «réunion entre des délégations des directions de nos deux organisations pour discuter des possibilités d'action commune pour les prochaines élections présidentielles et législatives».

Pourtant nous avons bien l'impression de vous avoir répondu et même à plusieurs reprises, verbalement il est vrai (discussions entre Alain Krivine et le signataire et plusieurs conversations téléphoniques entre Vial et Ollivier).

Puisque vous semblez tenir à une réponse écrite, nous vous confirmons donc que le 2 avril, au sortir des élections municipales et de l'analyse de ses résultats, l'élection présidentielle et, a fortiori, les législatives, n'étaient pas pour nous des préoccupations immédiates et que nous ne pourrions envisager ces questions qu'à la fin juin, lors d'un Comité central. La seule chose que nous savions déjà, parce qu'antérieurement décidée, c'est que nous présenterions la candidature d'Arlette Laguiller à la présidentielle.

Entre-temps, l'actualité sociale marquée par la série de licenciements collectifs que vous savez a d'ailleurs requis de notre part d'autres réponses plus urgentes, en particulier nous nous sommes, contrairement à vous, beaucoup investis dans la préparation et la participation aux manifestations de Calais et du 1^{er} mai.

Dans votre plus récent courrier, vous contestez le terme d'ultimatum que nous avons utilisé pour qualifier le fait que, deux jours après avoir envoyé votre première lettre, Alain Krivine convoquait une conférence de presse pour annoncer que si nous prenions la «responsabilité» de ne pas accepter votre demande de discuter de la façon dont Arlette Laguiller se présenterait – c'est un des aspects de votre proposition – vous présenteriez votre propre candidate ou candidat.

Si ce n'est pas ultimatum, c'est uniquement parce que s'il y avait là une menace nous n'y serions pas sensibles, et que c'est vous qui

prendriez la responsabilité que vous nous imputez. Vous justifiez votre déclaration hâtive par le fait que vous auriez besoin d'une réponse rapide, en fonction du «droit» de votre organisation à préparer les prochaines échéances pour y être présente, même s'il n'y avait pas d'accord LO-LCR. Pourtant une conférence de presse ne signifie pas un début de préparation, mais une simple proclamation pour prendre date et tenter maladroitement de nous mettre devant un fait accompli.

Mais indépendamment de ce qui précède, que pouvons-nous vous répondre? Vos deux lettres précédaient de plusieurs semaines une réunion de votre Comité central au sein duquel plusieurs tendances se faisaient jour sur cette question. De plus, vous précisez qu'après votre Comité central, vous aurez une Conférence nationale fin juin, pour arrêter votre propre attitude. Vous nous demandez donc d'engager des pourparlers avant même de vous être mis d'accord entre vous.

En effet, à en juger par les comptes-rendus de votre Comité central des 12 et 13 mai, publiés dans *Rouge*, vous êtes partagés entre cinq courants qui ont chacun leur vision d'un tel accord, si l'on peut dire, car deux le rejettent totalement. Parmi ceux qui l'approuvent, au moins un considère que vous nous avez déjà fait trop de concessions – ce qui est loin d'être notre avis. Le courant le plus hostile considère que la décision de votre CC est prise dans la précipitation et est nulle et non avenue. Le débat est donc loin d'être clos en votre sein.

Comment pourrions-nous, dès maintenant, de notre côté, engager des pourparlers avec une organisation aussi divisée?

Votre diversité est peut-être une richesse, mais comment pouvons-nous espérer que la décision finale ne soit pas un compromis entre vos cinq tendances, c'est-à-dire bien loin de nos propres positions? Et, de plus, comment pouvons-nous croire qu'elle puisse déboucher sur une véritable unité dans l'action à nos côtés?

Vous comprendrez sans doute que nous ne pouvons, pour notre part, prendre de décision sans avoir soumis le problème à la seule instance qui puisse décider, notre Comité central. Voire, de notre côté aussi, une conférence nationale après avoir consulté

l'ensemble de nos camarades!

En effet, il est un bon nombre d'entre ces derniers qui, au cours des discussions informelles depuis votre première lettre, émettent des réserves sur les avantages politiques de vos propositions.

Par exemple, si la presse a annoncé que vous êtes en train de changer d'orientation par rapport au deuxième tour, dans votre première lettre, celle du 2 avril, vous en êtes restés à une formulation prudente: «La situation issue des municipales favorise les conditions d'une discussion pour adopter une position commune au cours de ces élections».

Et, plus récemment, dans un récent numéro de *Rouge*, François Ollivier écrit: «Quant aux consignes de vote au deuxième tour, les évolutions de la situation politique et des rapports d'une partie de l'électorat populaire avec la gauche plurielle créent les conditions pour définir une position commune».

Que de précautions oratoires pour dire... Quoi au juste? Que cette fois-ci votre organisation n'apportera pas, au second tour, sa caution à Jospin? Pourquoi ne pas le dire clairement. Ou que cela peut s'envisager comme concession envers nous si la discussion entre nos deux organisations se déroule comme vous le souhaitez? Ou bien que vous préparez une formule complexe à double, triple ou quintuple lecture, pour ne déplaire à aucun de vos camarades ou pour satisfaire des courants que vous voudriez comme alliés?

Aucun de nos camarades n'entend peser sur vos choix au deuxième tour. Mais la plupart voudraient savoir, avant de discuter quoi que ce soit, ce que non seulement la majorité de votre Conférence nationale décidera, mais comment et à quelle majorité elle le décidera, avec quels compromis entre vos différentes tendances et ce qu'en conséquence, l'ensemble de vos militants sera réellement prêt à faire dans une telle campagne.

Parmi nos camarades, d'autres questions sont posées et en particulier: pourquoi ne parlez-vous pas de l'autre divergence importante rencontrée aux municipales et qui était ce que vous avez appelé de façon polémique et erronée, mais qui avait l'avantage d'être simpliste, notre refus d'ouvrir nos listes aux militants associatifs?

Nous refusons effectivement de défendre les points de vue d'organisations associatives qui refusent de se dire communistes ou de militer pour un parti défendant les intérêts politiques du monde du travail, ce qui est notre objectif essentiel. Par contre nous avons ouvert nos listes à beaucoup de militants associatifs qui ne répugnaient pas à se présenter sous l'étiquette LO.

Cela signifie que bon nombre de nos militants se posent la question de savoir si l'accord que vous nous proposez signifierait que nous mènerions campagne sous l'étendard 100% à gauche à la présidentielle et que nous devrions, aux législatives, si nous répartissions les circonscriptions entre nous, appeler à voter pour des candidates et des candidats 100% à gauche et dont certains – comme aux municipales – refuseraient même de se dire d'extrême gauche?

Nous n'appartenons pas à la gauche gouvernementale et nous refusons toute étiquette qui pourrait laisser croire que nous en sommes une des extrémités. Comme l'a dit François Hollande, nous sommes en dehors de cette gauche-là, en dehors de la gauche qui a mené la guerre d'Algérie et qui, sous la signature de François Mitterrand alors ministre de la Justice, a donné les pleins pouvoirs de justice aux militaires de l'armée française, cautionnant ainsi les tortures et les assassinats. qu'aurait pu faire de pire un gouvernement de droite? Nous sommes fiers que François Hollande dise que nous sommes en dehors de cette gauche-là et nous n'avons pas, de plus, de leçons de démocratie à recevoir de gens qui ne renient pas le passé de François Mitterrand, y compris celui-là.

Ceci pour dire que nous avons réellement des désaccords politiques et que beaucoup de nos camarades sont convaincus que nous n'avons pas le même électoral.

De plus, vos divisions sur cette question inquiètent bon nombre d'entre nous. Vous avez des tendances, des majorités, des minorités, mais avec qui allons-nous donc signer cet éventuel accord que vous nous proposez? Avec la majorité? Mais que feront alors les militants minoritaires de la LCR? Participeront-ils avec détermination à une campagne commune?

Un exemple, tiré de votre lettre et de votre pratique, en a

fait douter une grande partie de nos camarades.

Votre dernière lettre rappelle que vous nous aviez «proposé des actions communes pour intervenir ensemble lors des manifestations de Calais et du 1^{er} mai» et que vous avez déploré nos réponses négatives.

Des actions communes?

Mais, sur place, qu'avons-nous pu juger? A Calais vous aviez 50 camarades dans la manifestation alors que nous en avions 600! L'action commune que vous nous proposiez consistait donc, de notre côté, à fournir le gros des troupes et, du vôtre, à apposer simplement votre signature sur une banderole en plus de la présence médiatique d'Alain Krivine. c'est une action commune du genre pâté cheval-alouette! Après, vous nous expliquez que vous n'aviez pas mobilisé car vous étiez partisans d'initiatives à la base. Soit! Mais encore faut-il qu'il y en ait de sérieuses. Et vous auriez pu, au moins, dire votre opinion lors de votre proposition et aujourd'hui ne pas nous reprocher, comme si de rien n'était, de l'avoir refusée. C'est pour bluffer qui?

Vous nous aviez aussi proposé un cortège commun le 1^{er} mai et nous avons pu juger que votre cortège était très inférieur en nombre au nôtre – deux fois moins – et sûrement très en-deçà de vos capacités théoriques. Il faut croire que vos militants sont moins enthousiastes pour participer aux manifestations de travailleurs qu'à d'autres démonstrations. Toujours est-il que là aussi, sous une banderole commune, nous aurions fourni le gros des troupes et vous le reste.

Vous nous reprochez certaines critiques parues dans la *Lutte de Classe* ou des prises de positions d'Arlette Laguiller qui seraient, selon vous, inamicales. Ce n'était pourtant qu'une discussion politique entre organisations différentes, discussion qui ne peut se conduire sous la forme de simples conseils «amicaux».

Curieusement, vous semblez n'admettre la discussion politique qu'à sens unique.

Avant le premier tour des élections municipales, il n'y avait pas un numéro de *Rouge* sans un article critiquant LO. Bien souvent des tracts ou des déclarations à la presse de certaines de vos têtes de listes étaient bien plus que critiques ou inamicales. Aujourd'hui, trois sur cinq des textes, publiés dans *Rouge* pour votre Comité central sont pour le moins «inami-

caux», comme vous dites, à l'égard de LO et il n'est que de consulter le courrier des lecteurs que vous publiez, pour se rendre compte à quel point nombre de ceux qui se réclament de la LCR colportent des injures, voire des calomnies envers LO (nous ne comptons pas bien sûr ceux qui ne se réclament pas de la LCR).

Il ne nous est pourtant, pour notre part, jamais venu à l'esprit de vous reprocher quoi que ce soit sur ce terrain car nous sommes pour la liberté de pensée, la liberté d'expression et la liberté de critique.

Mais laissez-nous au moins les mêmes droits que ceux que vous vous accordez et n'en faites pas un sujet de querelle.

Rappelons que nous nous sommes présentés bien des fois à l'élection présidentielle sans que vous nous souteniez, ou sans que vous nous proposiez la moindre unité. Vous avez brutalement changé d'avis et il faudrait que nous sautions immédiatement de joie en acceptant des propositions dont nous ignorons le contenu. Vous prenez envers nous bien des libertés, témoin votre attitude pour les Européennes où c'est par la presse que nous avons appris, qu'après avoir essayé maintes rebuffades de tous ceux dont vous recherchez l'accord et même vous être fait littéralement traîner dans la boue à la Fête de l'Humanité, vous comptiez vous présenter avec nous.

Aujourd'hui, vous nous proposez, pour la première fois en vingt ans, votre soutien à la présidentielle, sous condition d'un rapprochement de nos politiques.

Mais votre politique, nous la connaissons et nous ne voyons pas au nom de quoi nous changerions la nôtre.

Dans l'élection présidentielle, il n'y a aucun enjeu. Ni une éventuelle candidate de la LCR ni la candidate de LO ni celui des Verts ni celui du PC n'a de chances d'être élu. Pour les deux derniers il s'agit de se compter pour la répartition ultérieure des circonscriptions avec le Parti Socialiste. Pour nous le seul intérêt de cette élection c'est de pouvoir exprimer, de pouvoir défendre et populariser des idées qui puissent servir les travailleurs et les armer contre les attaques dont ils seront l'objet ou pour leurs luttes à venir. Par exemple, en 1995 Arlette Laguiller était la seule à réclamer la réquisition des entreprises qui licencient alors qu'elles font des profits. Aujourd'hui quelques autres en font autant. Populariser des objectifs, c'est cela le rôle d'une telle campagne. Ce n'est pas faire des voix simplement pour passer devant l'un ou l'autre et en particulier le PC comme beaucoup nous en prêtent l'intention.

Le score aux présidentielles peut montrer combien parmi les classes populaires entendent et acquiescent à ce que nous disons. Mais justement, il ne faut pas

modifier notre langage pour composer avec certains de vos alliés qui, pour respectables qu'ils soient, préfèrent attaquer la mondialisation, sans dire qu'elle fait partie intégrante du capitalisme et que c'est ce dernier qu'il faut combattre ou encore disent qu'il faut l'emplâtre de la taxe Tobin et pas réquisitionner les grandes entreprises et leurs profits.

Une campagne commune pourrait obtenir plus de voix, pensez-vous. Mais quel programme, quelles idées seraient confortés? A quoi bon avoir présenté, comme vous l'avez fait aux municipales, des listes comptabilisées par la presse sous votre nom ou comme d'extrême gauche mais qui ne veulent surtout pas être confondues ni avec vous ni avec l'extrême gauche?

Alors si seul le score compte pour vous, soyez rassurés, si la presse voulait absolument additionner les voix de deux candidatures pouvant à tort ou à raison être considérées comme d'extrême gauche, elle saurait le faire, comme elle l'a fait aux municipales.

Etant donné cela, beaucoup d'entre nos camarades ne sont d'ailleurs pas convaincus qu'une candidature d'Arlette Laguiller soutenue par nos deux organisations obtiendrait plus de voix que la candidature d'Arlette Laguiller soutenue par notre seule organisation. Par exemple, aux Européennes, nous avons fait, à deux, exactement le même score qu'Arlette Laguiller avait fait seule à la Présidentielle qui précédait. Notre liste commune a eu d'ailleurs 500 000 électeurs de moins qu'Arlette Laguiller.

Alors, beaucoup de nos camarades craignent que ce que vous nous proposez nous demande des concessions politiques importantes et, pourquoi pas, serait un marché de dupes si vos militants nous laissent faire le gros des efforts.

Notre lettre est longue, mais nous espérons avoir ainsi montré certains problèmes que nous nous posons et dont nous n'avons pas encore décidé mais qui peuvent éclairer les travaux de votre Conférence nationale pour qu'elle puisse prendre ses décisions, en tenant compte du fait que votre proposition telle que vous l'avez formulée est loin d'avoir fait l'unanimité chez nous et que nos camarades ne répondront pas, comme vous le demandez, à un claquement de doigts de votre part.

Pour le moment, nous ne voyons donc pas l'utilité de nous rencontrer pour discuter plus avant car nous ne pourrions vous apporter aucune précision supplémentaire et, de votre côté, vous ne pourriez nous apporter aucune certitude sur vos intentions.

Veillez agréer, chers camarades, nos salutations communistes.

Georges KALDY

Algérie

LA RÉVOLTE CONTINUE

Depuis plus de quarante jours que dure le mouvement de révolte de la jeunesse en Kabylie, ce sont sans doute près de cent jeunes qui ont péri sous les balles des forces de répression tandis que près de 2 000 manifestants auraient été blessés, parfois très grièvement.

L'attitude de la gendarmerie, en particulier, a mis le feu aux poudres parmi une jeunesse qui, dans les principales villes de Kabylie, comme Bejaïa et Tizi-Ouzou, mais aussi dans des villes moins importantes, n'accepte plus la misère croissante, le chômage, le manque de logements décentes et l'absence totale d'espoir. Et depuis qu'à la mi-avril plusieurs jeunes ont été tués par les gendarmes, les émeutes se sont multipliées. La presse faisait état la semaine dernière d'un relatif apaisement, soulignant le fait que plusieurs manifestations s'étaient déroulées sans affrontements. Mais en réalité, selon divers témoignages, dans certains quartiers populaires les heurts sont quotidiens. Des groupes de jeunes s'en prennent, entre autres, aux locaux qui peuvent apparaître comme un symbole du pouvoir, ou s'en prennent aux policiers ou aux militaires à coups de pierres, tandis que ceux-ci n'hésitent pas à tirer sur eux et à ratisser les quartiers concernés en y semant la terreur.

La revendication d'un départ de la gendarmerie hors de la région semble largement reprise par les jeunes, mais aussi par les familles qui ont manifesté à plusieurs reprises leur révolte devant les méthodes de ce corps de répression. Et la fin de non-recevoir que Bouteflika oppose à ce mouvement de révolte de la jeunesse a contribué à attiser un peu plus la haine du pouvoir qui est largement répandue dans les couches populaires.

Depuis maintenant six semaines, le pouvoir en place à Alger est resté sur la réserve. Il a laissé faire les forces de répres-

sion, y compris la gendarmerie dont les exactions sont largement connues, sans réagir. Le président Bouteflika a tout juste parlé d'une commission d'enquête nationale; mais personne n'est disposé à se soumettre à son arbitrage. Depuis, il a sans doute tablé sur un pourrissement du mouvement. Mais il semble qu'au contraire celui-ci se soit élargi et le pouvoir ne peut pas ne pas avoir noté la présence de plusieurs centaines de milliers de manifestants dans les rues de Tizi-Ouzou le 24 mai.

Dimanche 27 mai, Bouteflika a fait des déclarations renvoyant dos à dos les manifestants et les forces de répression. Puis, devant la multiplication des incidents meurtriers, il a annoncé que plusieurs centaines de gendarmes seraient déplacés sans qu'il soit précisé s'ils seraient remplacés par d'autres. Mais rien ne permet de penser que le régime s'apprête à renoncer à la manière forte que les militaires ont régulièrement employée contre les populations, en Kabylie ou dans d'autres régions.

La situation est aujourd'hui dramatique dans cette région. Le régime de Bouteflika sait qu'il n'a rien à offrir à la jeunesse en révolte contre un pouvoir qui symbolise l'injustice, la pauvreté et la répression. Les plans économiques destinés à attirer les investisseurs étrangers impliquent qu'on abaisse toujours plus le niveau de vie des couches les plus pauvres

de la population. Le régime algérien, où les militaires sont les véritables maîtres du pouvoir, est une dictature dont les méthodes se sont sans doute encore durcies pendant les dix dernières années de guerre civile larvée entre le pouvoir et les islamistes.

Et les jeunes savent que le régime n'a pas d'autre avenir à leur proposer en Kabylie, comme dans les autres régions de l'Algérie, qu'une vie misérable, tandis qu'une infime minorité de riches continue de s'enrichir et de prospérer grâce à la manne du pouvoir. Et c'est vrai que cette situation est révoltante.

Il y a un peu plus de dix ans, ce sont les intégristes islamistes qui ont fait leur fonds de commerce du désespoir d'une partie importante de la jeunesse algérienne. Aujourd'hui, d'autres forces politiques peuvent tenter de canaliser ce mouvement, pour imposer des réformes politiques qui leur donneraient un plus grand rôle. Ou encore pour mettre en avant des revendications dites «identitaires» insistant sur les revendications particulières des Kabyles.

Mais ce qui est grave, c'est que, parmi les forces politiques qui semblent chercher à jouer un rôle, même limité, aucune - qu'il s'agisse du FFS ou du RCD - ne peut mériter, ni par son passé ni par ses objectifs politiques, la confiance des classes pauvres.

Henriette MAUTHEY



Manifestation des femmes à Tizi-Ouzou, le 24 mai.

Mexique-USA

PAUVRETÉ ET «KITS DE SURVIE»

Le gouvernement mexicain vient de décider de faire distribuer ce qu'il appelle des «kits de survie» dans 400 agglomérations parmi les plus pauvres du pays, d'où il est probable que, cette année encore, bien des gens tenteront d'émigrer illégalement vers les Etats-Unis pour échapper à la misère.

Année après année, ils sont des centaines de milliers à tenter ainsi leur chance: la plupart sont refoqués, tandis que certains réussissent à passer entre les mailles des barbelés qui hérissent la frontière américano-mexicaine. Mais même ceux qui parviennent à franchir cet obstacle ne sont pas au

bout de leurs peines: les gardes-frontières, des fermiers les prennent souvent pour cibles. Alors ils évitent les habitations, les bourgs, les routes et doivent errer de longs jours dans les étendues désertiques de la région avant de pouvoir espérer atteindre des contrées un peu moins inhospitalières.

C'est pour ceux-là, dont des centaines périssent de déshydratation, d'épuisement ou de morsures de serpents dans le désert, et après une affaire particulièrement dramatique qui a fait plus d'une dizaine de morts, que le gouvernement mexicain a prévu les fameux «kits de survie».

Aussitôt connue la nouvelle, les autorités nord-américaines ont élevé de vives protestations. Elles qui

viennent de refuser au président mexicain nouvellement élu, Vicente Fox, d'étendre aux personnes la libre circulation des marchandises que permet l'ALENA (le marché commun Canada-Etats-Unis-Mexique créé en 1994), ont accusé le gouvernement mexicain d'encourager l'émigration clandestine.

Pour l'administration Bush, il faut encore que le droit d'aller se faire exploiter, évidemment au noir, dans les usines américaines ou dans les plantations d'agrumes du sud des Etats-Unis, c'est un privilège qui doit se mériter. Y compris au risque d'y laisser la vie dans le désert.

P.L.

Grande-Bretagne

DERRIÈRE L'ÉCRAN DES SONDAGISTES, LE MÉCONTENTEMENT DE L'ÉLECTORAT POPULAIRE

Après plus de six mois d'une campagne électorale « officielle » dont il niait jusqu'à l'existence contre toute évidence, Blair a fini par annoncer des élections anticipées pour le 7 juin, près d'un an avant l'échéance que lui impose la loi.

Si l'on s'en tient aux sondages, tout paraît aller pour le mieux pour les leaders travaillistes. Avec 49 % des intentions de vote contre seulement 30 % aux conservateurs, leurs seuls rivaux sérieux, le 7 juin ne paraît pas présenter le moindre risque pour eux. D'autant que le scrutin majoritaire à un tour a toutes les chances d'accroître l'écart en leur faveur en terme de sièges. Au point que selon certains calculs basés sur ces sondages, Blair pourrait se retrouver au lendemain du 7 juin avec une majorité encore plus importante que les 64 % de sièges dont il dispose depuis quatre ans.

Seulement en admettant même que les sondages donnent une image fidèle des intentions de vote de l'électorat populaire (ce qui est loin d'être toujours le cas), ils ne disent pas forcément grand-chose de son état d'esprit.

Or, c'est cet état d'esprit qui, au cours des deux premières semaines de cette campagne électorale, est apparu brutalement au vu et au su de tous, au travers des médias. Et il se résume en un mot : la colère.

D'abord il y a eu cette mère de famille de Birmingham, électrice travailliste de toujours, qui a abordé Blair devant le plus grand hôpital de la ville, l'un des fleurons du « partenariat entre le public et le privé » dont Blair dit qu'il apportera à la Santé publique les investissements dont elle a été privée depuis si longtemps. Et ce n'était pas pour le féliciter, mais au contraire pour dénoncer sa politique et ses conséquences pour son mari gravement malade – manque de lits en urgence, manque d'infirmières partout, fermeture de services jugés « non-rentables », hygiène douteuse, tout y est passé, laissant Blair bouche bée sous les yeux de millions de téléspectateurs.

Deux jours plus tard, un épisode similaire se renouvelait, dans l'est du pays, à King's Lynn. Et cette fois-ci l'attaque est venue d'un horizon encore moins prévisible, d'un de ces médecins que Blair a tout fait pour se concilier en leur offrant

l'occasion de faire fortune sur les dos des malades. Mais il faut croire que tous ne sont pas prêts à vendre leur conscience car celui-ci n'y est pas allé par quatre chemins pour fustiger le poids croissant du profit dans la Santé publique et les ravages qui en résultent.

Pratiquement au même moment, John Prescott, vice-Premier ministre et ministre des Transports, se retrouvait sous une pluie d'oeufs pourris lancés par des manifestants paysans dans une ville du nord du pays de Galles. L'affaire serait passée presque inaperçue s'il n'avait pas eu la mauvaise idée d'envoyer un coup droit à l'un des lanceurs d'oeufs, coup aussitôt longuement commenté par toutes les télévisions. Mal lui en a pris. Car contrairement à la mythologie officielle qui veut que tous les paysans mécontents soient de riches propriétaires terriens, celui-ci s'est révélé être un ouvrier agricole, syndiqué au T & G, venu manifester contre le fait de devoir survivre sous un gouvernement travailliste avec un salaire de 3 500 F par mois – preuve que le salaire minimum dérisoire introduit par Blair en 1999 est encore loin de per-

mettre aux travailleurs d'échapper à la pauvreté.

Mais justement, le problème de la pauvreté n'allait pas tarder à revenir sous les feux de l'actualité. Le 18 mai, dans un programme très suivi de la chaîne Radio 4, où les auditeurs téléphonent pour poser des questions à une personnalité politique, Blair se retrouva face à une mère célibataire avec trois enfants – une de ces femmes à qui son gouvernement a imposé une espèce de PARE, baptisé en Grande-Bretagne « New Deal », sous prétexte de leur faire « renouer avec la culture du travail », selon l'expression officielle, mais en fait pour les obliger à prendre le premier job venu ou à renoncer à percevoir des allocations sociales. Passons sur les mésaventures aberrantes de cette femme aux prises avec une bureaucratie tracassière qui se moquait de ses problèmes comme d'une guigne. Une fois encore, face à la colère, Blair a eu le sifflet coupé.

Voilà ce que ne disent pas les sondages – le mécontentement, et parfois la colère, de toute une partie de l'électorat populaire qui a vu ses conditions de vie s'aggraver sous un gouvernement dont ils atten-

daient, non pas une amélioration réelle, mais au moins un répit après 18 ans de gouvernements conservateurs. Et ce mécontentement est d'autant plus amer que pour bon nombre de ces électeurs il n'y a pas d'autre solution que de voter pour les travaillistes, par tradition, par illusion dans le mythe électoraliste du « moindre mal » et par manque de perspectives. Mais ce mécontentement se traduira peut-être aussi par une nouvelle augmentation des abstentions. C'est d'ailleurs bien ce que craint Blair, lui qui déjà, en 1997, n'a recueilli que 30 % des voix des inscrits.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas le 7 juin qui sera décisif, mais ses lendemains. Et il faut espérer qu'une fois passées les élections, le mécontentement que l'on voit apparaître aujourd'hui se muera en colère et finira par déborder dans les rues, dans les quartiers, les bureaux et les usines, pour faire ravalier à la bourgeoisie et à ses politiciens aux ordres les attaques et les humiliations qu'ils font subir au monde du travail depuis si longtemps.

François ROULEAU

Argentine

TRAVAILLEURS EN RÉVOLTE

En Argentine, autour de Buenos Aires et de chefs-lieux de province, des piquets de chômeurs ont bloqué des axes routiers et ferroviaires, revendiquant des indemnités pour les chômeurs et des créations d'emplois.

Ainsi, 4 000 piqueteros (le nom que l'on donne aux participants à ces piquets) campant à La Matanza coupaient depuis plusieurs semaines la voie ferrée et la nationale n°3, route stratégique de plus de 3 000 km qui relie la capitale à Ushuaia, sur la Terre de Feu. La Matanza, une ville d'un

million et demi d'habitants à la périphérie de Buenos Aires, est une ville industrielle complètement ravagée par la crise et le chômage.

Ces piquets ne sont pas les seules manifestations du mécontentement des travailleurs. La place de Mai, qui se trouve devant le palais présidentiel à Buenos Aires, voit se succéder les marches et les manifestations. Un jour, ce sont des enfants venant de la ville andine de La Quiaca, à la frontière bolivienne, qui réclament du travail pour leurs parents et des écoles pour les enfants. Un autre

jour, c'est une marche pour du pain et du travail, ou des apiculteurs qui protestent contre les restrictions mises aux exportations de miel vers les Etats-Unis.

L'Argentine est en pleine récession économique depuis plusieurs années. Les usines ferment les unes après les autres. Jusqu'aux dirigeants de PME qui manifestent contre le ministre de l'Economie. Le gouvernement négocie en permanence avec le Fonds Monétaire International le rééchelonnement de la dette extérieure de 140 milliards de dollars. Mais la contrepartie des crédits internationaux

est une austérité renforcée sur tous les budgets sociaux. Toute une partie des classes moyennes se retrouve dans la misère. Mais c'est bien sûr la classe ouvrière qui supporte l'essentiel de ces plans d'austérité.

Le taux de chômage est officiellement de 15 %. Sur un peu plus de 30 millions d'habitants, 7 millions vivent dans des conditions d'extrême pauvreté. Les salaires sont très bas et même ceux qui ont du travail ne sont pas sûrs d'être payés. Ainsi les travailleurs de la compagnie aérienne Aerolineas Argentinas, qui appartient depuis dix ans à

l'Etat espagnol et que l'on dit en faillite, n'ont pas reçu leur salaire du mois d'avril.

Frappés par la crise et la misère, les travailleurs et les chômeurs manifestent et exigent leur droit à une vie décente.

Il serait vital, pour les travailleurs argentins, que cette colère et cette révolte trouvent une organisation, des femmes et des hommes capables de défendre jusqu'au bout leurs intérêts pour leur permettre de renverser vraiment le rapport de force en leur faveur.

Vincent GELAS